



Think BIG sti!

### L'art du décret

Le gouvernement Bouchard continue de confondre l'art de gouverner avec celui de décréter. Dans le dossier de la côte des Éboulements, à Saint-Joseph-de-la-Rive, il entreprend des travaux de réfection au coût de 15 millions malgré le rapport du coroner chargé de faire enquête sur l'accident de cet autobus qui a fait, on s'en souvient, 44 morts en octobre 1997.

Le coroner concluait que la côte n'est pas la cause de cet accident, imputable à la défectuosité des freins du véhicule. Le seul autre accident grave invoqué pour justifier les travaux s'est produit en 1974. Il a fait 14 morts. Ça nous fait à peine un demi-mort par année.

Plus de 25 ans après cet accident sans suite, le gouvernement constate une urgence. Les faits qui le mènent n'ont aucun lien entre eux. Il s'en fiche. Au diable les causes, au diable les faits: une fois l'urgence décrétée, elle existe. Conséquence directe de cette belle logique: la destruction d'un paysage unique, les expropriations massives et, surtout, l'extension de l'empire de l'automobile.

À l'intersection des rues où sont situés les bureaux du Couac à Montréal, il ne se passe pas une semaine sans que ne survienne au moins deux accidents. L'autre jour, une moto s'est prise un pare-choc dans la gueule. On s'est dit que le gouvernement décréterait quelque chose dès le lendemain afin d'assurer l'intégrité des ferrailles mues par des moteurs. On s'attendait en fait à des expropriations à un kilomètre à la ronde. Surprise: rien. Alors, en signe de protestation, nous nous expropriions nous-mêmes. À compter du 1<sup>er</sup> juillet, nous logerons au 2124 de la rue Laurier Est à Montréal. Que le gouvernement se le tienne pour dit: nous avons aussi droit à nos décrets.

ROCCO



C'EST PLUS SÉCURISANT

BIENVENUE À TÊTE ACHAT!

### Responsables recherchés

Venez discuter de la responsabilité des intellectuels avec nos invités à l'occasion du lancement d'un nouveau livre de Noam Chomsky, *Responsabilité des intellectuels*, publié chez Agone. Invités: Normand Baillargeon, Thierry Discepolo, Francis Dupuis-Déri et... vous. Lundi le 28 juin au Sergent recruteur, 4650 boul. Saint-Laurent à Montréal.

# Exclusif La vedette internationale dit tout! Les touchantes confessions d'Elvis Gratton

## Un drôle d'oiseau Le Couac



Vol. 2 • no 9  
Juin 1999  
2,25 \$

### Orphelins de Duplessis: le président nous écrit La tentation de l'oubli

J'entends dire que le dossier des orphelins de Duplessis commence à fatiguer certaines gens. Pourtant, notre lutte n'est pas contraire à leurs bonnes moeurs. S'il ne s'agit pas d'occulter le bien, pourquoi alors s'agirait-il d'occulter le mal?

Dans un ouvrage subventionné par la Conférence religieuse canadienne, *L'Univers des enfants en difficulté* (Bellarmine, 1996), on trouve à la page 58 une conception de l'enfance qui «défini l'individu en fonction d'une valeur marchande [réduisant] l'enfant au statut d'objet monnayable». Notez: ce n'est pas moi qui le dis. Réduits au statut de bien, donc, les enfants ont valeur d'échange. Dans l'affaire du Mont-Providence (école transformée en asile en échange de 3 millions négociés par le cardinal Léger), c'est bien ce que reconnaît la porte-parole des congrégations religieuses, sœur Gilberte Villeneuve au Grand Journal de TOS (du 7 au 9 juillet 1993): «Ces enfants n'étaient pas rentables. Alors, certainement que cet aspect-là a joué».

Est-il bon de rappeler, aussi, que dans les orphelinats, des enfants pour lesquels les parents payaient la pension et qui normalement n'avaient aucune raison de s'y trouver occupaient les places normalement dévolues aux orphelins. «On les accepte», écrit Alice Parizeau (*Cité Libre*, mai 1964), parce que leurs parents versent des sommes plus élevées que l'État, mais qui sont moindres, cependant, que celles exigées par des internats proprement dits». Les congrégations cherchaient donc une clientèle capable de payer.

Moins il y avait d'adoptions et de placements familiaux, plus on consolidait, par le placement institutionnel, les institutions dont les communautés religieuses étaient propriétaires. «Le reproche fait aux maisons de charité», avait écrit Arthur Saint-Pierre dans son livre *L'œuvre des congrégations religieuses de charité* (1932, p.75),

c'est d'être des provocations constantes à l'internement». En effet, contrairement aux autres provinces du Canada, voire à l'Amérique du Nord, le système des grandes institutions est une caractéristique profonde du Québec des années 30 à 60. Peut-on imaginer que c'était pour les beaux yeux des enfants?

à St-Jean-de-Dieu. «Quel que soit le mode de rémunération, avaient-ils déclaré, il nous semble injuste de priver un homme du prix de son travail du seul fait de son état de malade».

Quinze ans plus tard, rien n'avait changé. Un ex-patient de Saint-Jean-de-Dieu, ayant obtenu son

que vous connaissez». Combien de cas inconnus pour un seul détecté?

On le voit, le clergé et les congrégations religieuses ont géré l'enfance abandonnée (avec des conséquences catastrophiques pour l'âge adulte) comme un commerce principalement subventionné par l'État. Le dire n'est pas une hérésie et ce n'est pas réécrire l'histoire. En 1964, Jean-Claude Paquet avait bien tiré les ficelles du système marchand de la charité que dénonçait aujourd'hui les orphelins de Duplessis: «Notre charité, avait-il écrit, a pour but de maintenir notre sacro-saint régime d'entreprise privée» (*Cité Libre*, mars 1964). L'État, abandonnant ses responsabilités, a laissé interner illégalement dans des asiles, et cela en connaissance de cause, des enfants qui auraient dû, normalement, être dirigés vers les orphelinats. Le scandale il est là aussi!

Vous comment, à son tour, Lucien Bouchard rejette la spécificité des faits que sont les faux diagnostics et l'internement illégal: «Ce sont des attitudes inadmissibles» (Assemblée nationale, 4-3-99). Pourtant, ces gestes et attitudes sont allés à l'encontre des lois de l'époque. Les événements dont nous parlons ont porté atteinte aux droits humains. Il y a eu des crimes. Des droits fondamentaux ont été violés. Certes, on ne refait pas l'histoire, mais quelqu'un cherche à l'arrêter. Pourquoi?

Le constat s'impose: quand il s'agit des orphelins de Duplessis, la justice ne va pas de soi. Il existe un climat d'obstruction qu'entretient une désinformation systématique et à laquelle participent les pouvoirs en place. Au Québec, la justice est un leurre et la démocratie est en danger. Le dossier des orphelins de Duplessis en est une macabre illustration. Et dire qu'il y a encore des gens que notre dossier fatigue. Au fait, qui faut-il réveiller? Les morts ou les vivants? Dépêchons-nous de répondre avant qu'il ne soit trop tard. L'avenir s'appuie sur le présent.

BRUNO ROY



Manifestation des orphelins de Duplessis à Montréal. «On le voit, le clergé et les congrégations religieuses ont géré l'enfance abandonnée (avec des conséquences catastrophiques pour l'âge adulte) comme un commerce principalement subventionné par l'État.»

Sans compter que les communautés profitaient d'une main-d'œuvre (qui n'a rien à voir avec les travaux ménagers) dont une partie importante, issue de sa clientèle institutionnelle, était gratuite. Dans *Le Devoir* du 30 août 1961, les dirigeants de la CSN avaient été particulièrement indignés des révélations faites sur le système de rémunération que l'on accordait aux malades mentaux hospitalisés

congé le 19 décembre 1966, continuait d'y travailler tout en ne figurant pas sur la liste de paye. Dans une lettre datée du 20 février 1976, Gérard Hamon, alors conseiller en réadaptation pour placements internes, intimait sœur Mathilde Morin «de faire figurer le patient sur la liste de paye et aussi longtemps qu'il travaillera chez vous, pour les heures faites très exactement selon les politiques

### Une recherche de la Chaire d'études socio-économiques

#### L'histoire des «Orphelins de Duplessis»: une question d'argent

Voici les faits saillants d'une recherche intitulée *Aspects économiques liés à la problématique des «Orphelins de Duplessis»*. Des congrégations religieuses ont annoncé publiquement des poursuites judiciaires contre la Chaire d'études socio-économiques et contre l'UQAM. Mais au moment d'aller sous presse, la Chaire n'a toujours pas reçu de mise en demeure de la part des congrégations religieuses.

#### L'intérêt de l'Église pour la charité privée

L'Église profitait largement des institutions charitables des congrégations comme en fait foi son opposition constante au transfert de ces responsabilités à l'État, de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. La mainmise de l'Église sur la santé, l'éducation et l'assistance publique lui garantissait une influence sociale, économique et politique qui lui permettait de recruter de nouveaux fidèles et recueillir des dons. De plus, les actifs immobiliers des congrégations religieuses prenaient de la valeur dans le temps et pouvaient être revendus à profit. La valeur des biens immobiliers de l'Église consacrés en 1930 à la santé et à la protection de l'enfance sont évalués à 434 millions de dollars de 1999.

Dans les années 1960 et 1970, la mise en place de l'État-providence a contribué à créer un vaste réseau de santé et de services sociaux principalement étatique.

#### Avantages pour les congrégations religieuses

Notons d'abord la différence entre la subvention *per capita* reçue par les orphelinats et celle reçue par les asiles. Ainsi, l'orphelinat de l'Immaculée de Chicoutimi recevait un *per diem* de 0,70 \$ en 1956 pour les enfants de plus de cinq ans alors que le *per diem* de Saint-Jean-de-Dieu était de 2,25 \$. En plus de recevoir des sommes considérablement plus élevées pour les enfants en institution psychiatriques, les congrégations n'étaient plus tenues d'éduquer ces enfants et les faisaient travailler sans rémunération.

Les enfants placés dans les orphelinats durant les années 1940 et 1950 proviennent, en grande majorité, de familles qui ne peuvent en assumer la charge. Mais la plupart avait encore au moins un parent. Les familles payaient généralement les orphelinats pour la garde de leurs rejetons. Ces pensions étaient supérieures aux allocations gouvernementales. Mais il y avait aussi ces enfants moins «payants», c'est à dire les illégitimes dont les géniteurs ne versaient pas pension.

Les données d'une étude sur l'Orphelinat de l'Immaculée de Chicoutimi laissent penser que «les orphelinats ne sont pas destinés aux illégitimes». On constate que les illégitimes disparaissent des orphelinats en quasi-totalité avant l'âge de six ans. Il est difficile d'attribuer ce fait aux seules adoptions...

#### Le cas du Mont-Providence

En août 1954, l'Institut médico-pédagogique du Mont-Providence de Montréal devient par arrêté ministériel un hôpital psychiatrique. Selon les religieuses, le gouvernement aurait exigé que le Mont-Providence devienne un hôpital psychiatrique pour résoudre les problèmes financiers de l'institution. Le gouvernement avait en effet avantage à ce que l'institut devienne un hôpital psychiatrique puisque le fédéral ne voulait plus le financer. Il considérait que l'établissement avait une vocation éducative, donc de compétence strictement provinciale. De plus, le Mont-Providence avait reçu une subvention de 1,5 millions de dollars du fédéral pour sa construction et le fédéral menaçait de récupérer cette somme auprès du provincial.

Le provincial aurait dû augmenter le *per diem* de l'établissement à environ 5,00\$ pour compenser le retrait du gouvernement fédéral, ce qui aurait représenté un déboursé additionnel de 27,5 millions de dollars de 1999. Il aurait également dû rembourser la somme de 1,5 millions de dollars (9,8 millions de dollars de 1999) octroyé par le fédéral pour la construction de l'établissement. Ce changement de vocation a donc permis au gouvernement provincial de sauver 37,3 millions de dollars constants. À la fin de l'année scolaire 1954, les enfants qui ont une famille sont donc renvoyés chez leurs parents. Les orphelins «légitimes» sont déplacés vers d'autres institutions. Quant aux quelques 370 illégitimes que comptait alors l'Institut, ils sont tous internés dans ce qui devient alors un hôpital psychiatrique.

Les quelques 350 enfants normaux qui sont demeurés au Mont-Providence ont rapporté à l'établissement, de 1954 à 1961, des revenus annuels de source gouvernementale d'environ 300 000 \$. En dollars de 1999, ce sont donc près de 7 millions de dollars en sommes additionnelles que les religieuses ont obtenu pour ces sept années en décidant de garder ces enfants. La congrégation religieuse a également reçu diverses subventions spéciales de l'ordre de 24 millions.

La congrégation des Sœurs de la Charité vend l'hôpital au gouvernement en octobre 1969. L'établissement devient alors l'hôpital Rivière-des-Prairies. Les religieuses ont tiré de la vente 1,3 millions de dollars, ce qui représente 5,8 millions en dollars de 1998. L'aventure financière qui avait commencé en cauchemar pour les sœurs s'est donc soldé par un intéressant profit.

Il est donc clair que des enjeux économiques importants ont poussé les congrégations religieuses et le gouvernement du Québec à interner en hôpitaux psychiatriques des enfants normaux «illégitimes» qui étaient sous leur responsabilité.

MARTIN POIRIER ET LÉO-PAUL LAUZON

### Éducation à la piasse

En visite au Mexique avec Mission Québec, le ministre de l'Éducation François Legault annonce sa volonté d'augmenter de 50% le nombre de Québécois trilingues (français-anglais-espagnol). But avoué de la manœuvre: favoriser les relations commerciales avec l'Amérique hispanophone. Et si on commençait plutôt par alphabétiser le million de Québécois qui ne savent ni lire ni écrire?

### Kif-kif

Le Québec et le Mexique s'appêtent à mettre en place un programme conjoint d'échanges culturels. On est prêt à leur prendre une dizaine de mariachis s'ils nous débarrassent de Mitsou.



### Mourir de rire

Après les F-18 et les bombes à fragmentation, le ministre canadien des affaires étrangères a décidé d'envoyer en Yougoslavie les petits comiques de Clowns sans frontières. Encore des régions rudement éprouvées.

Mais pourquoi les Kosovars devraient-ils se contenter de pâles copies alors qu'on pourrait leur envoyer des comiques qui ont fait leurs preuves, style Guy Bertrand, Stéphane Dion ou la grosse Sheila Coops?

PIERRE FALARDEAU

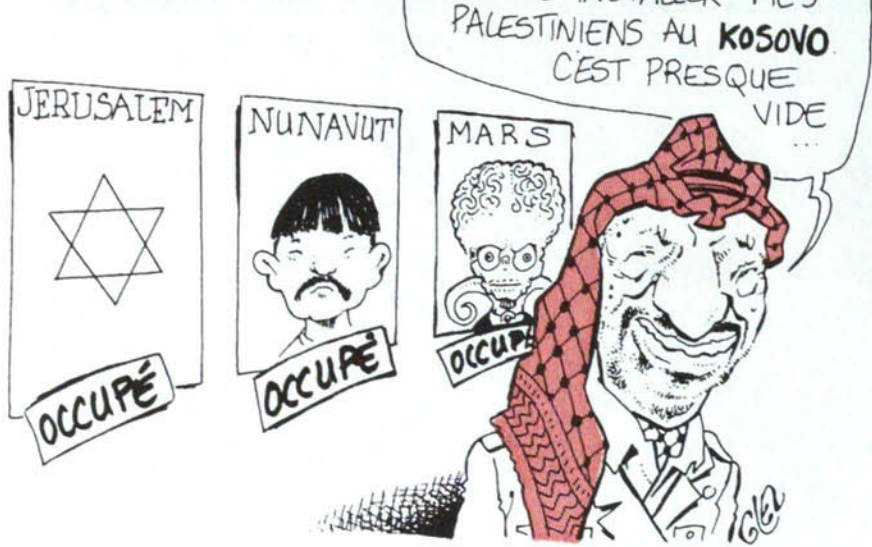
### DAUMIER



Pour une fois, quelque chose d'intelligent à Ottawa. À lire en page 9.



# No land's man



**Chers abonnés, Vous déménagez ? Cessez donc de nous appeler ! @#%?\*& Téléphonnez plutôt au service des abonnements : (514) 274-5468 ou (800) 361-1431. Et savez-vous quoi ? Nous déménageons aussi ! À compter du 1<sup>er</sup> juillet, notre adresse sera: 2124, rue Laurier Est, Montréal, H2H 1B9.**

**LE COUAC**

## ► Courrier des lecteurs

### Culture Québec Inc.

Avant on disait que les Québécois francophones souffraient d'un complexe d'infériorité. Ils étaient plus ou moins convaincus d'être nés pour un petit pain comme on dit. Bref, masochistes à l'excès. Aujourd'hui cette époque est bien évidemment révolue. Tellement révolue en fait, que l'on se demande certains jours si nous ne sommes pas tombés dans une forme d'excès inverse.

Dans les années 1980, l'enthousiasme relatif au Québec Inc. demeurait plus ou moins confiné à certains cercles du monde des affaires et de la politique. Aujourd'hui la prétendue fierté d'être Québécois prend cependant de plus en plus les couleurs d'une fierté économique par procuration. Québécois et Québécoises soyez fiers! Céline a fait 55 millions l'an passé. Bombardier vient de décrocher un nouveau contrat de quelques milliards! Québecor vient d'acheter la chaîne de journaux Sun! Le Cirque du Soleil est à Disneyworld et à Las Vegas. Le Violon rouge a remporté les grands honneurs à Toronto, etc.

Une attitude tellement contagieuse en fait que lors de la présentation de son discours du budget, le ministre des Finances, Bernard Landry, en remettait en parlant du pays de Céline Dion, de Robert Lepage, de Luc Plamondon et du Cirque du Soleil. Car n'oublions pas que si les années 1980 furent celles du Québec Inc., les années 1990 sont, jusqu'à aujourd'hui encore, marquées du sceau du «Culture Québec Inc.» Certains soirs au Point, à Radio-Canada, on a l'impression de visionner une pub payée pour «nos géants» de l'industrie culturelle.

Cette fierté ethnique par procuration économique n'est certes pas l'apanage des seuls Québécois dits de souche, loin de là. Elle est universelle. Et en cela, elle ne fait donc que mettre en évidence la difficulté qu'il y aura de dépasser les barrières ethniques (voire même raciales) tant que cette même notion de fierté ethnique sera aussi étroitement associée à celle du succès international de ses pairs.

Yvan Petitclerc  
Montréal

### Alzheimer

En fouillant dans ma bibliothèque, je suis tombé sur un texte d'un défenseur autoproclamé de l'autonomie provinciale. Ça date de la controverse sur le financement des universités (1957).

«D'ailleurs, même si le fédéral prétendait maintenant que cet argent des octrois est «privé», sa richesse cossue resterait inadmissible dans un système fédératif où les provinces et les municipalités doivent précisément leur indigence aux conceptions fiscales fédérales.

«Il faut donc que le fédéral s'ingénie à réviser ses pratiques fiscales

de sorte que les municipalités aient accès à une part de capacité taxable suffisamment grande pour pouvoir rencontrer leurs obligations.

«Tant que ce ne sera pas fait, nous serons en droit de soupçonner que les cadeaux du fédéral sont entachés de mauvaise foi. Et de nous le rappeler en temps d'élections.»

L'auteur de ce texte? Un certain Pierre Elliot Trudeau (atteint d'Alzheimer en 1968). Extrait de *Le fédéralisme et la société canadienne française*, H.M.H., Montréal, 1967, p. 101.

Bernard Chabot

### Bombardements de l'OTAN

Cher M. de Bellefeuille, oui, bien sûr, les bombardements de points stratégiques serbes par les forces de l'OTAN, comme vous le dites dans votre article du *Couac* de mai, sont détestables. Les civils serbes paient de leur vie les bavures de l'OTAN. Et cela est dégueulasse. Comme dans toutes les guerres, des innocents, trop d'innocents, meurent tandis que les grands de ce monde continuent à trinquer et à déguster leurs petits fours dans des salons feutrés. De même, il est révoltant que les médias américains s'apitoient sur le sort de leurs trois prisonniers de guerre à longueur de pages mais ne mentionnent que brièvement les pertes civiles serbes, ce que l'État-major de l'OTAN appelle pudiquement des «dommages collatéraux».

L'OTAN est en effet prise au piège dans une guerre absurde. M. De Bellefeuille, mais quelles sont les alternatives? 1) Ne rien faire, soit, mais à quel prix? 2) Envoyer une force d'intervention européenne sur le terrain, puisqu'il s'agit après tout d'une guerre européenne, peut-être, mais jusqu'ici l'Union européenne fonctionne plutôt au ralenti; de plus, le coût humain d'une intervention au sol (euphémisme pour ce qui serait en fait une invasion de la Serbie) serait beaucoup plus élevé que celui des bombardements actuels; 3) Compléter les bombardements de l'OTAN par une intervention au sol; les mêmes problèmes que l'alternative précédente se présenteraient; 4) Envoyer dans le cadre des Nations unies une force d'intervention qui viserait à l'établissement et au maintien de la paix.

C'est cette dernière alternative que préconise M. de Bellefeuille. C'est en effet la plus noble. Cependant, jusqu'à récemment la Serbie s'opposait à la présence de toute force étrangère sur son territoire et la Russie ne semblait pas, quant à elle, particulièrement pressée de convaincre les membres du Conseil de sécurité afin d'éviter le début des bombardements. Et pour ce qui est de l'efficacité d'une intervention onusienne, je me dois de vous rappeler, M. de Bellefeuille, qu'à la lumière des réalisations des casques bleus en Bosnie, en général, et à Sebrenica, en particulier, on ne

peut qu'être sceptique quant aux chances d'une force de maintien de la paix.

Donc, pour conclure, il est absurde de mettre dos à dos l'épuration ethnique menée par les forces de Milosevic et les bombardements de l'OTAN. Il ne s'agit pas ici de choisir entre la peste et le choléra. Si l'on s'oppose aux bombardements, il faut faire beaucoup plus que de s'indigner. Il faut proposer des alternatives concrètes et réalisables. L'époque des révolutionnaires professionnels dont rêvait Lénine semble révolue; il ne nous reste plus que des professionnels de l'indignation. C'est mieux que rien, mais ça ne change pas le monde.

Marcos Ancelovici  
Attablé au bistrot du coin

### Réplique

Cher attablé,

Nous sommes d'accord sur l'essentiel. Les Nations Unies sont la seule institution qui ait le droit et le devoir d'intervenir dans ce genre de situation pour imposer la paix et mettre fin à l'épuration ethnique. Ce n'est pas facile, mais ça réussirait peut-être si les «grandes puissances», notamment les États-Unis, faisaient confiance aux Nations Unies. L'Europe ne s'est pas dotée des structures nécessaires. L'OTAN est une alliance défensive qui n'a pas le droit de faire la guerre à la Serbie. Quant au rôle de gendarme mondial que jouent les États-Unis, c'est une imposture inacceptable. L'indignation est parfois nécessaire, même au bistrot.

Pierre de Bellefeuille

### Poète et langue de bois

[...] «Nous avons entre les mains les dernières grandes forêts primitives qui existent. On s'évertue à répéter qu'elles composent une richesse immense, et c'est vrai. Mais quel usage faisons-nous de cette richesse? Sans insinuer quoi que ce soit de blessant, il est juste de dire que nous la prodiguons avec une insouciance inqualifiable. [...] Pourquoi a-t-on commis cette imprudence impardonnable de mettre partout le sol à nu? Pourquoi ne veut-on pas cesser la destruction qui s'est implantée dans tous les coins du pays?»

Toujours aussi percutantes aujourd'hui, ces paroles d'un autre temps sont celles du poète et historien québécois Benjamin Sulte. Nous sommes alors en 1868! D'abord publié dans *La Revue Canadienne*, ce texte intitulé «Le déboisement» est le plus marquant d'une dizaine d'articles écrits par l'homme de lettres sur ce sujet épineux. [...]

Dans ses écrits, Benjamin Sulte entend de faire connaître à ses concitoyens les conséquences désastreuses du déboisement: augmentation des risques d'inondations printanières, assèchement des terres cultivées, pertes de sol vers les cours d'eau, etc. Il propose même des solutions de gestion qui demeurent toujours pertinentes

130 ans plus tard: «Ne pourrait-on pas obliger les concessionnaires futurs de nos terres nouvelles à laisser debout une portion de la forêt qu'ils entreprennent de défricher? Le contrat pourrait renfermer la désignation du lot de réserve, qu'il ne serait jamais permis de détruire [...]».

La forêt du sud québécois que défendait Sulte n'est plus aujourd'hui que l'ombre d'elle-même. Qu'un poète et naturaliste à ses heures ait constitué la principale voix contestataire contre la déforestation en 1868 est concevable puisque, à cette époque, les connaissances scientifiques et l'expertise forestière étaient relativement peu développées. Mais est-il normal, en 1999, qu'une société moderne avec ses nombreuses universités et centres de recherche, ses ministères et ses médias, soit à nouveau alertée de pareille aberration par le cri d'alarme d'un poète? [...]

On peut affirmer, sans faire d'excès de langage, qu'en matière de protection d'environnement, l'actuel gouvernement du Québec trahit la confiance de ses citoyens. L'horreur des coupes forestières telle que dévoilée dans le film *L'erreur boréale* n'est malheureusement qu'un exemple parmi d'autres. On ne compte plus les manœuvres visant à affaiblir le ministère dit de l'Environnement du Québec. Aux multiples coupures budgétaires et à l'absence de recrutement, s'ajoutent les empiétements du Secrétariat à la déréglementation et la récente décision de confier la gestion de la faune au ministre responsable des Transports, Guy Chevrette (!). Cette nouvelle entité orpheline, appelée Faune et Parcs, sera selon toute vraisemblance intégrée au ministère des Ressources naturelles et tournée vers la gestion des espèces animales à valeur économique. Loin de reconnaître son désengagement, le gouvernement n'a ménagé aucun effort pour que l'image environnementale du Québec ne soit pas entachée.

«Inutile de voiler les faits par des demi-mots ou des phrases arrondies, ils sautent aux yeux, nous devons avoir le courage de les regarder en face. Pour cela, [...] il ne faut pas hésiter à faire quelques sacrifices et mettre la cognée, non au cœur des arbres, mais sur le nerf de la routine et de l'indifférence qui nous écrasent.» Voilà probablement ce que répondrait Benjamin Sulte aux acteurs de cette mascarade.

Andrée Gendron,  
Alain Branchaud,  
biologistes

### Écrivez-nous!

Le *Couac* publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts. Nous apprécions les disquettes. Pour nous rejoindre, le courrier demeure une bonne façon: Le *Couac*, 788 avenue Laurier Est, Montréal, H2J 1G1. Télécopieur: (514) 270-7461. Vous pouvez aussi utiliser notre nouveau site: [www.lecouac.net](http://www.lecouac.net)

# LE DICTIONNAIRE

par Philippe Gauthier & Francis Dupuis-Déri

## Petit lexique du Québec contemporain

**Paix:** n.f. 1. Le repos du guerrier: on avait la paix, mais on la solda: ceci eut l'effet d'une bombe. 2. Paix linguistique: terme intraduisible en anglais: affichez-moi la paix!

**Parlement:** n.m. (étymologie: de «parler» et «mentir», parle-ment) Siège de la démocratie qui finira par sa capitulation.

**Politicien:** n.m. Maître chez nous: un politicien est un grand parleur et lu et approuvé.

**Politique:** n.f. 1. La poursuite de la démocratie par d'autres moyens. 2. Science politique: application de la formule E=MC<sup>2</sup> (E = électeur, M = manipulation, C = crédulité). 3. Politique économique: quand le laisser-faire n'est pas synonyme de laisser-aller.

**Pollution:** n.f. 1. Écosystème industriel. 2. Pollution nocturne: marée noire

**Postmodernisme:** n.m. Mode qui sera bientôt remplacée par le post-postmodernisme: le postmodernisme, c'est le modernisme à titre posthume.

**Poutine:** n.f. Pâté chinois à la québécoise: la poutine est au Québec ce que le melting pot est aux États-Unis.

**Pouvoir:** verb. Conjugué à l'imparfait du subjonctif, permet de faire pusse avec moins.

**Pouvoir:** n.m. 1. L'autorité qu'acquiert un homme politique quand vous y mettez du vote. 2. Quatrième pouvoir: Pouvoir qu'ont les publicitaires de définir le contenu des médias. 3. Pouvoir gris: pouvoir qui change les jeunes en vieux.

**Soldat:** n.m. Produit national brut.



## ► PLOGUES

### Forêt

Marche de protestation à Montréal contre les méthodes de gestion de la forêt québécoise. Le 29 mai à midi, départ de la station de métro Berri UQAM.

### Pour que justice soit fête!

Si vous voulez contribuer à financer la défense en justice de Pop-Tarte (l'entarteur de Stéphane Dion) rendez-vous au Meddley (coin St-Denis et René-Lévesque) le 30 mai à 20 heures. Mara Tremblay, Mononc' Serge, les Colocs et plusieurs autres seront de la fête. Le spectacle est gratuit. Contribution volontaire à la porte. Procurez-vous vos billets d'avance, ça risque d'être plein!

### Une nouvelle tranche de l'opération SALAMI

La bande de l'opération Salami remet ça. L'an passé, ils avaient empêché les gens d'entrer au Sheraton. Cette année, ils invitent la haute gomme des participants à la Conférence de Montréal à venir discuter dehors, dans la rue, avec les citoyens. L'invitation leur a été lancée. Verrons nous dans la rue Michel Camdessus, directeur-général du Fonds monétaire international, le président de la Banque Inter-américaine de développement, le président de la Colombie, la vice-présidente de la Réserve fédérale américaine, Gérald Larose et les autres grosses légumes qui participeront à la Conférence de Montréal? En tout cas, une chaise à leur nom les attendra à l'extérieur pour le teach-in citoyen qui aura lieu autour de l'hôtel Sheraton, le mardi 1<sup>er</sup> juin de 9 heures à 18 heures (angle René-Lévesque et Stanley, métro Peel). Seront présents, pour expliquer un certains nombre d'enjeux sociétaux, Michel Chossudovsky, l'ami Normand Baillargeon, des chercheurs de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM et plusieurs autres. Apportez votre chaise!

## Le Couac

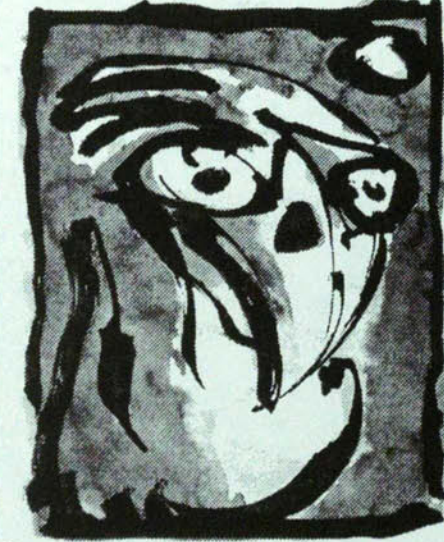
788, av. Laurier Est,  
Montréal, Québec  
H2J 1G1  
Téléphone: (514) 270-9392  
Télécopieur: (514) 270-7461  
[www.lecouac.net](http://www.lecouac.net)



**Fondateurs:** Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau  
**Éditeur et rédacteur en chef:** Jean-François Nadeau  
**Collaborateurs:** Normand Baillargeon, Stéphane Batigne, Pierre de Bellefeuille, Marco de Blois, Denis Carrier, Francis Dupuis-Déri, Pierre Falardeau, Philippe Gauthier, Ariane Krol, David Ledoyen, François Patenaude, Michel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, Nadine Vincent. **Photographe:** Karl Valiquet **Illustration:** Serge Ferrand, Filio, Luc Giard, Clez, Bruno Laporte, Gilles Laporte, Luz (avec l'aimable autorisation de *Charlie Hebdo*), Richard Suicide. **Graphisme:** France Mercier  
Visitez notre site Web: [www.lecouac.net](http://www.lecouac.net)

**Abonnement:** Périodica (514) 274-5468 1 (800) 361-1431  
**Publicité:** Jean-François Nadeau au (514) 270-9392

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369  
Imprimé au Québec







Photos: Carl Valiquet

# Tout sur la du **king** de

## Des États au Libéria, en passant par Verdun

### Think Big, sti

Comme le dit Falardeau dans son nouveau film, vous faites disparaître un Elvis Gratton et cent autres se précipitent pour prendre sa place. Pas seulement au Québec. Partout. Elvis est un de ces pieds immortels de l'ultralibéralisme.

Corrigez-lui un peu son accent en anglais, à notre Elvis, et cet épais national devient tout aussi universel que n'importe quelle Céline Dion en caoutchouc. C'est ce que Falardeau explique sur écran géant. J'en ai pleuré.

Falardeau exagère? Pas du tout. Pas cette fois. Je pense même qu'il navigue un peu en dessous de la réalité: la levure américaine de la bêtise fait son œuvre vraiment partout. La bêtise est en expansion. Et pas seulement au Parti libéral.

Tenez, l'autre jour je lisais un article sur le Libéria. Le président de cette république de bananes — joliment nommé Charles Taylor — affiche partout et bien haut son slogan politique sur les murs de Monrovia, la capitale: «Think Big». C'est écrit en caractère bleu sur fond jaune. Sans blague. «Think Big».

Dans cet article paru dans le BBC Focus on Africa (avril-mai 1999), la journaliste Mary Harper narre sa rencontre avec le numéro un du Libéria. On se croirait en plein milieu d'un plateau de tournage du dernier Gratton.

Mary Harper rencontre le président pour la première fois à l'occasion de la Journée des Droits de l'homme. Le chef de cette république de bananes a choisi de souligner l'événement dans l'enceinte de la prison de la capitale... Les pieds dans la poussière de la cour, ministres, officiels et militaires attendent patiemment l'arrivée du président en compagnie d'une meute de journalistes. Il fait chaud. Les vêtements collent sur la peau. Soudain, deux Mercedes noires, sans plaque d'immatriculation, franchissent les barrières de la prison. Taylor, tout de blanc vêtu, vient de réussir sa spectaculaire entrée. Il s'empresse de répondre aux questions des journalistes tandis qu'un jeune homme aux lunettes fumées éloigne de lui les mouches et éponge sur son cou la sueur qui perle.



Charles Taylor, président du Libéria, véritable Elvis politique. Comme Elvis Chrétien, Elvis Charest et leurs cousins et cousines...

Cette visite officielle de la prison est retransmise par la radio de Taylor, Kiss FM. D'ailleurs, Taylor indique volontiers vers qui il souhaite que l'on pointe le micro. Aucune visite prévue dans les cellules. Quelques prisonniers viennent cependant le rencontrer en délégation. Magnanime, il leur promet des matelas pour bientôt... Quand tu penses Big, tu fais pas le petit avec des pauvres prisonniers le jour des Droits de l'homme.

À la résidence du président Taylor, la journaliste note le beau terrain de basketball et un stationnement où plusieurs grosses voitures sont garées, dont une Rolls-Royce. En entrevue, le king du Liberia se révèle «un génie pour présenter les choses de façon plus importantes qu'elles ne le sont en réalité». Quand t'es Big, tu penses Big.

Au Libéria, l'électricité fonctionne de façon aléatoire. L'eau courante est un rêve. Les égouts sont dans la rue. Le réseau routier ressemble à un gruyère. Mais les affaires du président vont bien, très bien. Taylor a compris qu'il y a une piasse à faire au Liberia. En bon capitaliste, il capitalise sur la misère. Cet Elvis africain a su nationaliser les catastrophes et privatiser les profits. Et quand ça ne va pas, quand ça ne va plus, il fait volontiers appel à son cousin Joe Tate, directeur de la police...

Elvis blond ou Elvis noir, l'égalité des cons est vraiment chose accomplie sur terre.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



Photo: Carl Valiquet

La machine à fabriquer des stars s'emballer et transforme Elvis Gratton en vedette internationale. Une multinationale spécialisée dans le marketing de l'image met tout en place pour faire du «p'tit gars de Brossard» un nouveau monstre sacré. On le réclame et on l'acclame partout, il est de toutes les causes humanitaires. Mais il n'est pas plus con que bien des vedettes. Il l'est autant. Il devient donc une référence, on s'informe de ses opinions politiques et sociales. Elles influencent les médias. Sur la photo, on voit Grace Harlow, Miss Body Universe 1995 devenue vedette porno, en compagnie de la star Elvis «Rocco Siffredi» Gratton.

## Le retour d'Elvis Gratton

«Un documentaire sur l'absurde et la manipulation»

La musique se vend comme du savon à barbe. Pour que le désespoir se vende il ne reste qu'à en trouver la formule.

Tout est prêt: les capitaux  
La publicité  
La clientèle  
Qui donc inventa le désespoir?

Léob Ferré

Chaque matin, pendant le tournage de *Miracle à Memphis*, je répétais aux acteurs et aux techniciens que nous étions en train de tourner un documentaire. Un documentaire, mais surréaliste pour Serge Beauchemin, le preneur de son. Sous-réaliste serait plus exact.

En effet, j'ai du mal à comprendre ces petits comiques qui prétendent faire de l'humour absurde. Pour moi, c'est le réel qui est absurde. Y a rien à inventer. Absolument rien. Tout est déjà là. Y a qu'à ouvrir les yeux. On patauge dans l'absurde jusqu'aux oreilles. Regardez tout simplement autour de vous. Dans la rue. Dans l'architecture. Dans l'urbanisme. Dans la musique. Regardez les médias, l'art, la politique, le journalisme, le commerce, la pensée.

Pourquoi se torturer les méninges à inventer des absurdités qui ne seront jamais que de pâles reflets de la réalité. Tout est déjà donné. Il n'y a qu'à se pencher pour en ramasser. De l'absurde à la pelle. Des montagnes. Il n'y a qu'à copier. On sera, de toute façon, toujours en dessous du réel. Du comique sous-réaliste.

*Miracle à Memphis* est un documentaire sur l'absurde et la manipulation. Une ode à la culture industrielle. Un poème à la culture préfabriquée, prédigérée et prémarketée. On fabrique en série des Frankenstein de la modernité, les stars rock internationales. On transforme l'art en marchandise. Une marchandise mise en marché comme toute marchandise. Et on vend n'importe quoi. Vraiment n'importe quoi. Vous en voulez du n'importe quoi? On va vous en vendre du n'importe quoi.

Et le film lui-même est à la hauteur de son sujet. Un film moderne dans sa forme comme dans son contenu. Le degré zéro de la modernité marchande. Vraiment n'importe quoi. La vie comme marchandise. La marchandise reine. La marchandise Dieu. Du concentré de Charles Sirois et de l'univers marchand.

Et vous trouvez ça comique?

PIERRE FALARDEAU



Julien Poulin et Pierre Falardeau durant le tournage de *Miracle à Memphis*, un «documentaire» sur l'univers marchand dans lequel nous baignons jusqu'au cou.

Visitez notre site web à [www.lecouac.net](http://www.lecouac.net) pour voir un extrait d'Elvis Gratton II !  
Mot de passe: Memphis



# résurrection la consommation



POUR S'ABONNER

Un drôle d'oiseau  
**Le Couac**

**Elvis  
Gratton II**

**Le film à voir avec ta tête, sti!**

Les 15 premières personnes à s'abonner ce mois-ci recevront un laissez-passer double pour voir le nouveau film de Pierre Falardeau.

(514) 274-5468 • (800) 361-1431

PÉRIODICA 1155, avenue Ducharme, Outremont (Québec) H2V 1E2

- Abonnement d'un an : 25 \$ + taxes = 28,76 \$
- Abonnement de deux ans : 45 \$ + taxes = 51,76 \$
- Abonnement institutionnel et de soutien : 50 \$ + taxes = 57,51 \$
- Abonnement d'un an à l'étranger : 40 \$

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

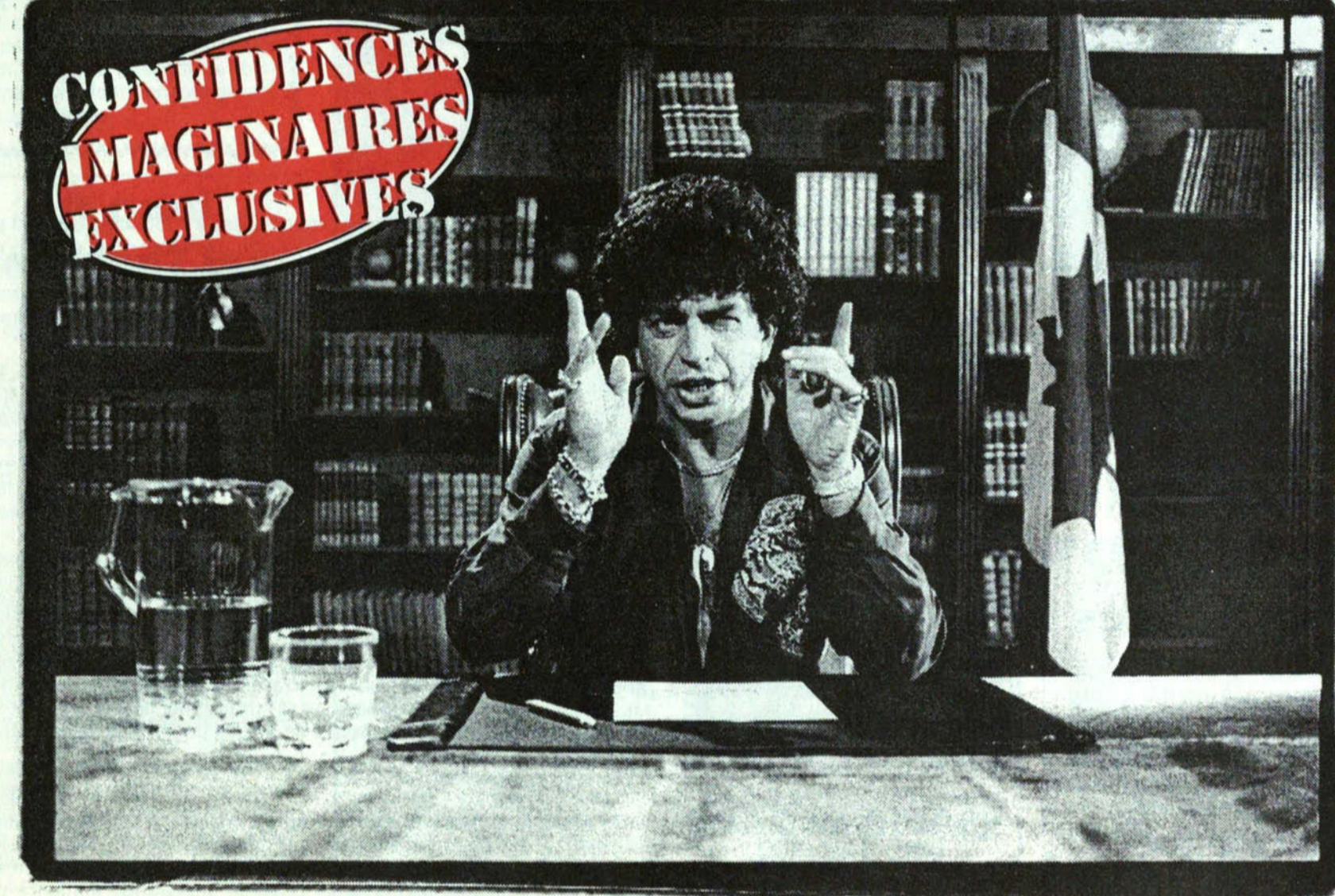


Photo: Carl Valiquet

## Entrevue choc

# Les touchantes confessions de Bob Gratton



À la veille de la sortie en salle de son nouveau film, Elvis Gratton a tenu à nous rencontrer afin de nous faire connaître certaines de ses préoccupations de star.

**Le Couac:** M. Gratton, vous êtes désormais une star internationale. On a peine à vous avoir pour une entrevue. Il faut vous coincer entre deux avions. Vous êtes devenu, pour ainsi dire, un citoyen du monde, comme le ministre Petit-Groulx et Ronald McDonald. Quel effet a eu sur vous le show business?

J'ai faite la piasse en masse. La grosse limousine, propre en dedans comme en dehors, le chalet dans le nord, les poupounes en silicone, les bagues en or... J'ai toute. Y'en a qui disent que les riches sont pas heureux. C'est pas vrai. Y sont gros pis heureux en crise. Je le sais moé. Jésus Christ, une autre superstar, avait raison: «Heureux les pauvres, car il sont assis à la droite de Dieu et bienheureux les riches, car ils sont assis sur le bord de leur piscine».

Duplessis, y'a des familles qui sont devenues millionnaires parce qu'elles contrôlaient les routes pis les ponts. Pourquoi est-ce qu'on l'aurait pas nous autres aussi cette chance-là?

**On a l'impression que vous pratiquez le fétichisme du marché.**

Wow là! Wow! Moi le latex pis les studs dans le cul, c'est pas mon affaire. J'ai jamais été fétichisse. S'tu clair? Fédéralisse oui. Fétichisse jamais.

**Oui, M. Gratton... (mal à l'aise) Que pensez-vous de la guerre en ex-Yougoslavie, M. Gratton?**

Y sont chanceux en criss les Kosovos pis les Serbis. C'est une chance unique qu'ils ont. Pendant des années, y ont rêvé de vivre chez les Américains. Aujourd'hui, les Américains viennent chez eux. Même pu besoin de se déplacer. Hein, ils l'ont l'affaire les Américains. Y sont partout. Pis moé aussi chu partout itou, même en Afrique. Avez-vous vu Charles Taylor, le président du Libéria? J'y ai parlé lors de ma tournée en Afrique avec le pape. Y'a pris mon slogan à moé pour son parti: Think Big. Ce nègre-là, il l'a l'affaire en ostie.

**Et tous les réfugiés?**

Moé, les immigrants, ça me dérange pas, tant qu'y a une piasse à faire avec leur gang pis qui restent pas trop longtemps. Mais je veux pas de nègres, de juifs, d'arabes, de sidatiques, de malades, de vieux pis de malades mentaux. On vit dans un pays civilisé. Un pays démocrate. Le plus beau pays du monde. Faut faire attention au monde qu'on amène chez nous autres. J't'un démocrate moi, un démocrate parlementaire canadien,

un monarchiste parlementaire canadien démocrate du Québec. En tant que libéral-démocrate-monarchiste, je crois à mes opinions de canadien-québécois-français autant que dans ma carrière. Fait que au sujet des Serbis, des Bobsnie pis des

Kossoviss, je l'sais que j'ai raison, sti.

Bon, ça va être toute: y faut que j'aille pratiquer une toune avec Pavarotti pis le Pape. On veut chanter ça au prochain référendum. Ça s'appelle «We are the world, you are the losers». Ça va étes beau en ostie avec des drapeaux rouges.

## «J'ai jamais été fétichissse, sti»

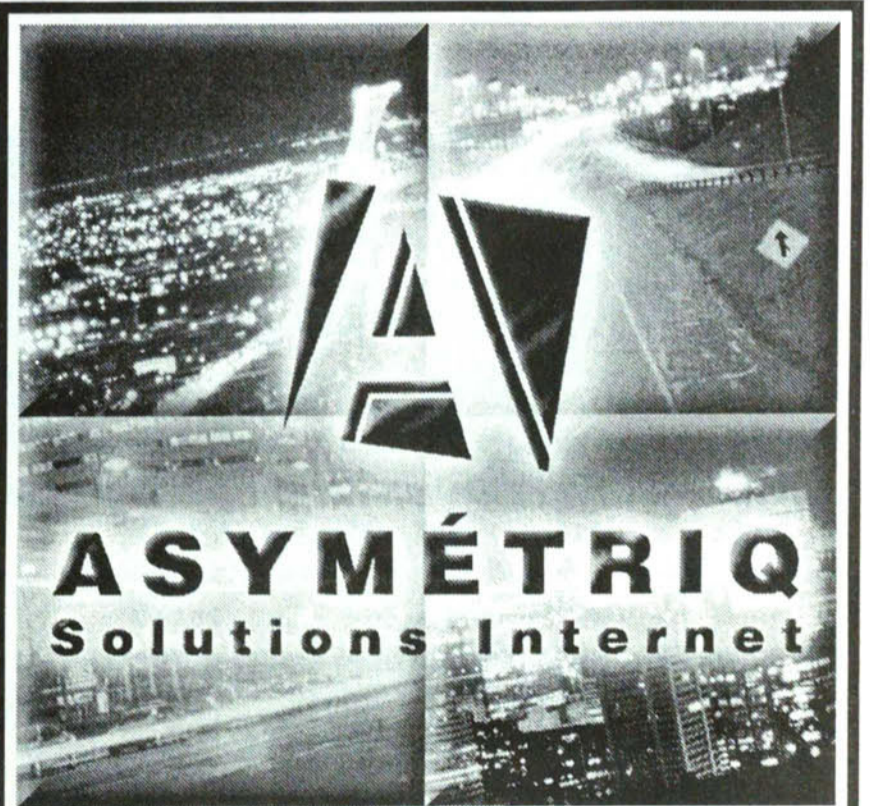
- Elvis Gratton

**Votre ami Falardeau...**

Un ostie de looser. Aussi brillant que du pudding Jell-o. Il pense encore que l'État a un rôle social à jouer. Un vrai nono, sti. Tout ce qui compte, c'est faire la piasse. Think Big! L'État empêche le monde de faire plus de piasses. Donc l'État est nuisible, autant que les séparatissse. Y'é pas capable de comprendre ça, lui.

Là, les péquissse veulent privatiser une autoroute. Le minisse Chevrette parle de ça depuis quelques jours. Pourquoi juste une, sti? Y faut toute privatiser: les routes, pis les ponts, pis les échangeurs pis les chemins en garnottes. Dans le temps de

PROPOS RECUEILLIS  
PAR LE GRAND COUAC



**Conception, réalisation  
et hébergement de sites Web**

Web : [www.asymetriq.com](http://www.asymetriq.com)  
Courrier : [solutions@asymetriq.com](mailto:solutions@asymetriq.com)  
Sans frais : 1-877-377-0622





### De quoi j'me mêle?

Le ministère de la Culture et des Communications du Québec a récemment donné 50 000\$ au Forum des info-routes et du multimédia (FIM) pour l'aider à convaincre les agences de placement média d'acheter davantage d'espace publicitaire sur internet. Colorées et clignotantes comme des vitrines de peep show, les pubs ralentissent le téléchargement des sites web jusqu'à l'exaspération. Depuis quand est-ce le rôle de l'État d'encourager ce phénomène? Autant subventionner quelques centaines d'automobilistes pour qu'ils fassent chaque matin la navette entre la Rive-Sud et Montréal histoire de ralentir encore davantage le trafic.

### À quoi servent les journaux?

De plus en plus de supports à pubs plutôt que de supports à idées. Tout va bien aux yeux des propriétaires d'«entreprises de presse» en autant que le journal prête son concours à la consommation.

Dans le Ici du groupe Ouebecor (6-5), un grand sondage d'intérêt public nous apprend quel est le meilleur magasin de vêtements neufs, la meilleure friperie, le meilleur magasin de sport, la meilleure agence de voyage, la meilleure compagnie d'interurbains, le meilleur magasin de disques, le meilleur magasin de produits naturels, etc. Tout ça sous une jolie tête de rubrique intitulée «Consomme, consommons, consommez». Pour tout savoir sur le merveilleux monde de la consommation, lisez les journaux. Et apprenez du même coup à décliner le verbe «consommer».

Autrefois, on apprenait plutôt les déclinaisons latines du verbe aimer. Ça avait plus de charme, il me semble.

JFN



Grâce à Bell, la distance n'a plus d'importance...

### La machette et le goupillon

Le 14 avril dernier, Monseigneur Misago était arrêté par les autorités rwandaises pour crime de génocide. En avril 1994, cet évêque ouvrait grand la porte de son presbytère pour permettre à des miliciens hutus d'aller trancher du Tutsi. À la même époque, une sœur bénédictine apportait même de l'essence aux extrémistes hutus afin qu'ils terminent leur boulot. Aujourd'hui encore, une vingtaine d'ecclésiastiques, acteurs ou complices des massacres, résident à Rome. Avec la bénédiction du Vatican.

Après quatre ans d'enquête, la revue Goliath vient de publier un bouquin passionnant sur le rôle de l'Église catholique — et notamment des «pères blancs» — dans la préparation et l'exécution du génocide de 1994: Rwanda: L'honneur perdu de l'Église. Ou 260 pages claires pour un écœurement total, parfumé à l'encens.

P.S.

(Charlie-Hebdo, N°360)

### Peine de mort internationale

Après les injections létales, la chaise électrique, la pendaison, les Américains utilisent maintenant des bombes pour exécuter les prisonniers... serbes.

### Avis

Les ambassades qui déménagent doivent faire parvenir leur avis de changement d'adresse au Pentagone, service de cartographie. Ambassadeurs chi-nois s'abstenir.

### Milosevic terrifié

Si les Serbes ne capitulent pas, l'OTAN songe à faire intervenir au sol des étudiants américains armés jusqu'aux dents.

### Météo

Après l'art engagé et le journalisme de guerre, voici la météo patriotique: «Bonne nouvelle: il fera beau au-dessus de Belgrade, ce qui facilitera les bombardements.» La pluie est proserbe, le soleil est américain!

### Milosevic cèdera-t-il?

Milosevic semble montrer des signes de faiblesse: il demandera bientôt aux miliciens serbes de violer les femmes du Kosovo avec des condoms.

### Milosevic bientôt désœuvré?

Il n'a plus de Slovénes à massacrer. Ni de Croates, ni de Bosniaques. Et bientôt, plus d'Albanais. Les Serbes devraient commencer à se méfier!

### Conseil-santé

Souriez: vous êtes en guerre!

### Garde-robe

Enfin, le gouvernement du Québec vient d'adopter une loi reconnaissant les conjoints de même sexe. Dommage pour les députés péquistes encore dans le placard qui n'oseront pas s'en prévaloir.

MDB



### L'économie pour tous: 10/12 Une proposition libertaire: l'éconopar (2/4)

Nous cherchons ici à concevoir une économie, c'est-à-dire une institution sociale qui permette d'allouer des ressources, de produire et de consommer. Nous n'accepterons cependant pas n'importe quelle institution qui remplirait ces fonctions: l'esclavagisme, par exemple, ne nous convient pas, notamment parce qu'il traite de manière horrible certains êtres humains. Que souhaitons-nous donc de notre économie, quelles valeurs doit-elle incorporer, actualiser, promouvoir? Nous avons vu la dernière fois que ces valeurs sont au nombre de quatre: équité, efficacité, autogestion, diversité. Partant de là, de la même manière qu'on doit refuser l'esclavagisme, on doit refuser et la planification centrale et le marché. Que mettre à la place?

Procédons par ordre et demandons-nous cette semaine comment on pourrait envisager une économie qui permette la production de biens mais en conformité avec nos valeurs privilégiées. À quoi ressemblerait un lieu de travail conforme à ces valeurs? Il n'y aurait pas de propriété privée des moyens de production, sans doute. Mais encore?

Dans une économie de marché comme dans une économie de planification centrale, un lieu de travail c'est finalement une sorte de dictature. Il y a des gens, en haut — les patrons ou les cadres du parti — qui conçoivent, décident et donnent des ordres, d'autres en bas, exécutent. Certaines tâches sont valorisées et valorisantes, y sont attachés du prestige, de plus fortes rémunérations, et ainsi de suite; d'autres sont tout le contraire. Si on souhaite l'équité et l'autogestion, on ne peut se contenter de la propriété collective des moyens de production: il faut encore l'égalité et assurer une véritable participation de chacun aux décisions. Comment produire, alors? Comment organiser un lieu de travail sans hiérarchie?

Le premier élément de réponse à cette question est ce que les libertaires appellent les Conseils. Un lieu de travail sera un lieu démocratique où chacun sera appelé à se prononcer. Mais sur quoi? Et comment? Hahnel et Albert ont proposé là-dessus une idée riche: chacun sera appelé à s'exprimer sur des sujets à proportion de ce qu'il sera affecté par la décision qui est prise. On devine que selon ce point de vue, le principe une voix-un vote est un cas particulier auquel on arrive en certains cas. Vous me suivez? Oui? Alors dites-moi quel est ce cas!

Mais ne risque-t-on pas, même dans un tel lieu de travail, de voir resurgir des petits boss occupant des emplois valorisants, décisionnels et auxquels il faudrait donc botter le cul et tout serait à recommencer? La solution imaginée par Hahnel et Albert à ce problème réel et redoutable passe par la constitution de ce qu'ils appellent des *Balanced Job Complex*, ou Ensemble équilibré de tâches. Explication.

La proposition est au fond fort simple. Au sein des lieux de production d'une Éconopar, personne n'occupe à proprement parler un emploi, du moins au sens où ce terme est entendu d'ordinaire. Chacun s'occupe plutôt d'un ensemble de tâches, lequel est comparable, du point de vue de ses avantages, de ses inconvénients ainsi que de son impact sur la capacité de son titulaire à prendre part aux décisions du Conseil de travailleurs, à n'importe quel autre Ensemble équilibré de tâches dans notre société.

Les créateurs de ce modèle économique arguent, de manière convaincante, qu'il est non seulement souhaitable en théorie mais également possible et efficace en pratique de balancer de la sorte les tâches. Deux arguments sont le plus souvent invoqués contre cette pratique et je voudrais les rappeler ici afin de montrer comment y répondent les partisans de l'Éconopar.

Selon un premier argument, s'il est plausible de penser que le fait de permettre aux travailleurs d'avoir un mot à dire sur leurs tâches accroît l'efficacité du travail et sa désirabilité aux yeux de qui l'accomplit, la proposition de construire des Ensemble équilibrés de tâches va bien au-delà et négligerait deux éléments capitaux du problème: la rareté du talent et le coût social de la formation. Partant, cette proposition serait inefficace. Cet argument est souvent appelé celui du Chirurgien qui change les draps des lits de son hôpital, puisque c'est sous cette forme qu'il est d'abord apparu.

Certes, le talent requis pour devenir chirurgien est sans aucun doute rare et le coût social de cette formation est élevé. Il y a donc bien une perte d'efficacité à demander du chirurgien qu'il fasse autre chose que des opérations. Cependant, il est également vrai que la plupart des gens possèdent des talents socialement utiles dont le développement implique un coût social. Une économie efficiente utilisera et développera tous ces talents, de telle sorte qu'il y aura un coût social rattaché à l'accomplissement de toutes les tâches routinières et moins intéressantes — comme changer les draps — peu importe qui le fait. Il ne s'ensuit donc pas des prémisses accordées que le fait pour un chirurgien de changer des draps présente un coût social prohibitif.

Un autre argument couramment employé contre les Ensemble équilibrés de tâches veut que la participation que cette procédure cherche à promouvoir s'exercera au détriment de l'expertise et de la part prépondérante qui lui revient nécessairement dans la prise de décisions, en particulier si les sujets débattus sont complexes. En fait, l'Éconopar ne nie aucunement le rôle de l'expertise. Mais si cette expertise est précieuse pour déterminer les conséquences des choix qui peuvent être faits, elle demeure muette quand il s'agit de déterminer quelles conséquences sont préférées et préférables. Si l'efficacité suppose que des experts soient consultés sur la détermination des conséquences prévisibles des choix, en particulier lorsque ceux-ci sont difficiles à déterminer, elle exige aussi que ceux qui auront à les subir fassent connaître leurs préférences.

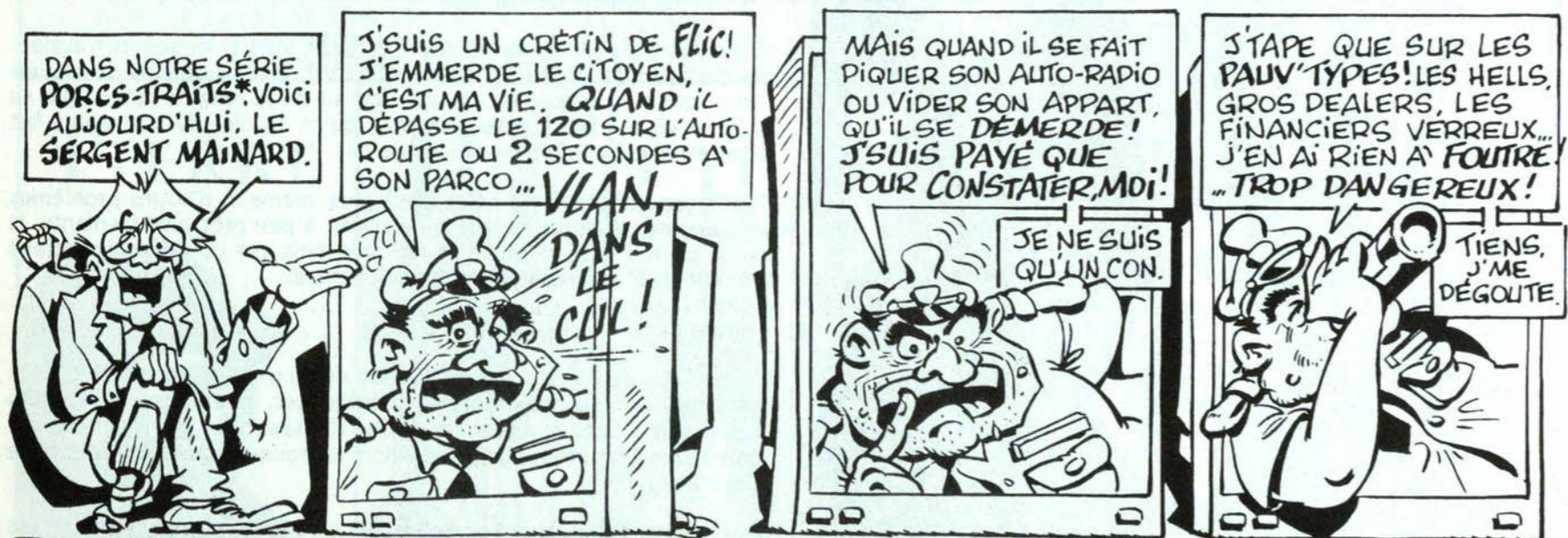
Ça fait beaucoup d'idées. Qu'en pensez-vous?

RAYMOND-LA-SCIENCE

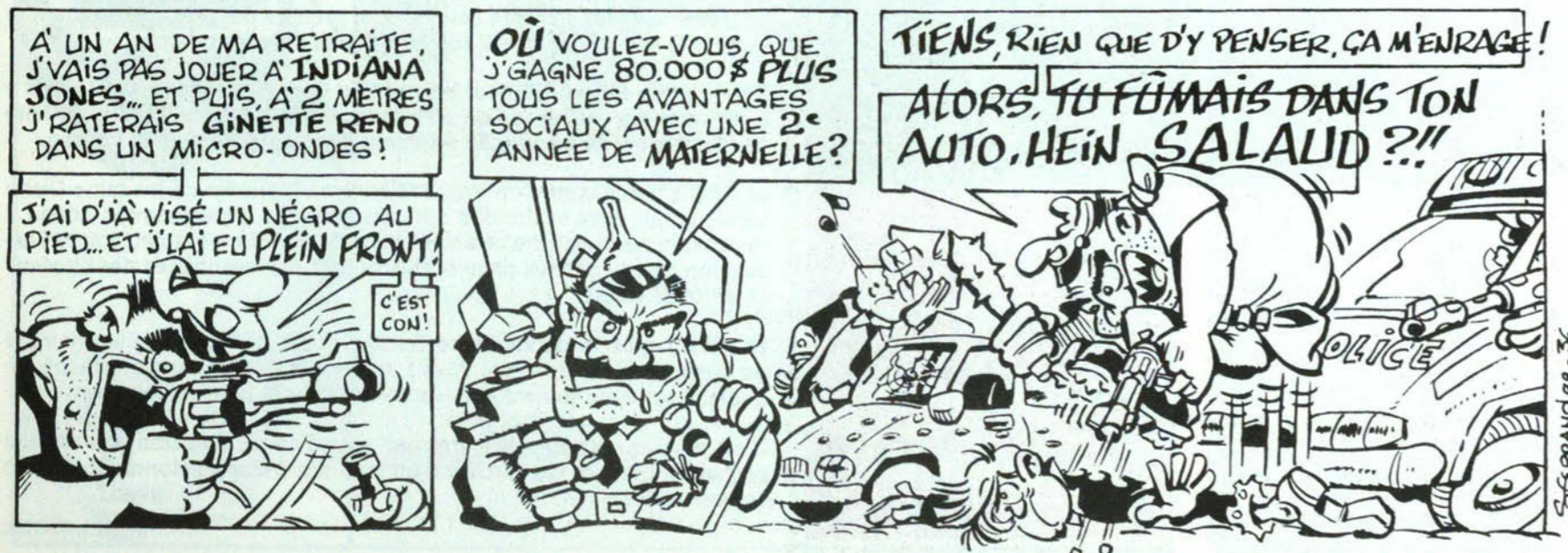
# BRUTALEMENT DIRECT

## SERRAND

### ENSEMBLE POUR MIEUX SERVIR!



\* MOT QUI VIENT DU LATIN TRAITUS PORCUS, CE QUI SIGNIFIE TRAITÉS DE PORC, MÊME EN SAVANAIS.



SERRAND 99 - 36



**Dernière Heure** : La famille de la tarte accuse Dion de **CANNIBALISME**

0,05\$

**le Journal de Mourial**

STÉPHANE DION VICTIME D'UN ENTARTEUR

**LE MINISTRE PORTE PLAINTE A LA POLICE!**

Que voulez-vous! Yaime pas ça manger **SUCRÉ**

Non aux entarteurs, oui, oui, oui aux enculeurs. Vive l'état de droit(e) -Dion

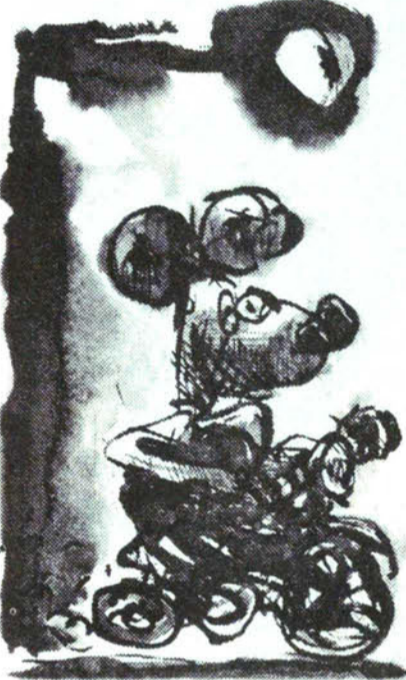
### Soulagement

Grand titre de *La Tribune* (15-5): «Jean-Luc Mongrain n'est pas pressé de revenir devant la caméra».

Ça tombe bien: le public n'est pas pressé non plus de s'asseoir devant la télé pour le revoir. Donc tout le monde est content.

### Génuflexion

Grand titre de *La Tribune*, sur toute une page (22-5): «Le Sanctuaire de Beauvoir se prépare pour la neuvaïne au Sacré-Cœur de Jésus». Et le journaliste tient à nous expliquer: «On rappelle que la dévotion au Sacré-Cœur est plus qu'une... dévotion, c'est un culte.» Sans déconner, les mystères du journalisme sont vraiment insondables.



### Exposition

La vie de Napoléon racontée tout l'été à l'île Sainte-Hélène (de Montréal). L'an prochain, la vie de Pol Pot et en 2001 celle d'Hitler.

### Faut le crier sur tous les toits

Le 14 mai à 7h50, une journaliste de Radio-Canada nous apprend, sur un ton très solennel, qu'au Kosovo, on ne le dit pas assez, mais il y a des Serbes qui s'occupent des personnes âgées et qui mettent des plaques avec des noms serbes sur leur porte pour leur éviter des problèmes

### Petit auditoire ou grande famille?

La même journée, en avant-midi, Miss Météo avait déclaré qu'elle tenait à saluer sa famille, tellement nombreuse qu'elle comprenait probablement 10% de l'auditoire.

### Pauvre coco

Le fils de l'entraîneur de football Barry Alvarez subira un procès pour avoir tué le perroquet d'un étudiant en le faisant cuire dans un micro-ondes (*La Presse*, 11-5). Selon le propriétaire du pauvre animal, son oiseau possédait un vocabulaire d'environ 20 mots. Il aurait donc pu accorder des entrevues à RDS.

### Technologie

Jeanette Bertrand, 74 ans, présentée dans 7 jours comme une belle de 40 ans (22-5). Elle a tout de même bien changé depuis l'époque de Jean et Jeanette. Avant, elle était retouchée par un chirurgien. Aujourd'hui, elle est retouchée par un ordinateur.

### Transsubstantiation

René Angelil opéré à la gorge, Maman Dion opérée au foie. Ils n'étaient que chair, ils deviendront petits pâtés.



### Vous avez de jolis melons

Nos amis du *Canard enchaîné* rapportent que la chaîne de supermarchés britannique Tesco demande à ses fournisseurs de fruits et légumes de l'approvisionner en melons plus petits (12-5).

Pourquoi? Un «psychologue» voué aux affaires de la chaîne a déterminé que «la mode étant aux petits seins», les clients préféreraient des melons de petite taille.

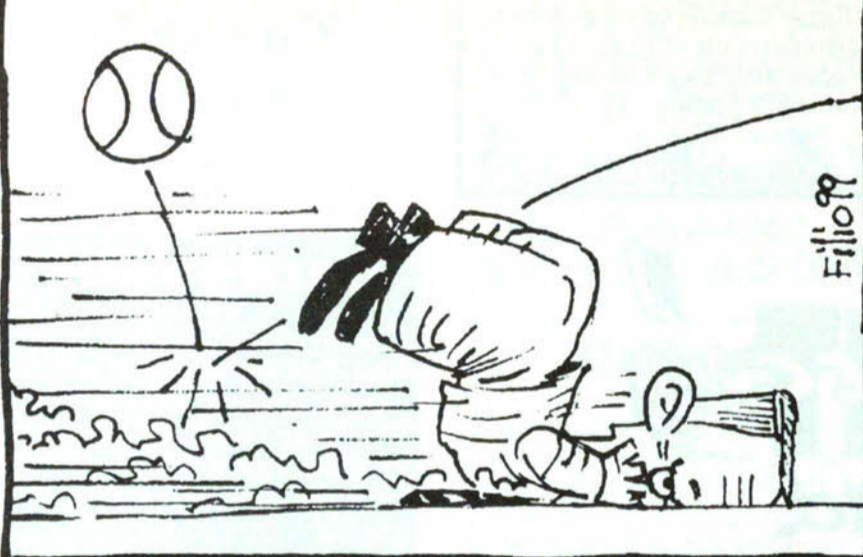
Le monde et les temps changent, comme disait l'autre. D'ailleurs, Pamela Anderson aussi.

### Si Dieu le veut

Sinead O'Connor, ex-crâne chauve avec des bigoudis dans la tête, a récemment connu la grâce de Dieu à Lourdes. Aujourd'hui, elle voit des petits Jésus partout et ne vit plus que pour la grâce. «Je veux me faire belle pour Dieu. Je m'habille bien pour Lui, je me maquille [...] et je porte mes plus beaux sous-vêtements pour être la plus sexy des putains de prêtresses qui soient.» (*The Observer* 9-5)

Ça devrait suffire au pape pour qu'il songe à enregistrer un duo sur les mérites du préservatif dans les relations avec les putains de prêtresses et l'arrière-train des monseigneurs.

### NOUVELLE BAVURE POUR L'OTAN! UN MISSILE FOU S'ÉCRASE À BORDEN.



**Déclaration d'indépendance de 1838**

ROBERT NELSON  
DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE ET AUTRES ÉCRITS

Robert Nelson, *Déclaration d'indépendance*

Édition préparée par Georges Aubin

COMEAU & NADEAU Diffusion Prologue



Visitez notre site web à [www.lecouac.net](http://www.lecouac.net) pour voir un extrait d'Elvis Gratton II!  
Mot de passe: Memphis



## Monarchies

► Le prince Rainier de Monaco célèbre le 50<sup>e</sup> anniversaire de son accession au trône. Il est heureux. Satisfait. Comblé.

Au quotidien *France-Soir* (8-5) qui lui demande ce dont il est le plus satisfait durant ce demi-siècle de règne, le brave prince répond: «C'est le terre-plein de Fontvieille.»

Modeste à part ça, le bon prince. Un terre-plein, c'est tout. Il aurait au moins pu parler du célèbre Festival international du cirque de Monaco. C'est sans compter que le bon prince, comme tout monarque, n'aime pas se mettre en vedette.

► La monarchie britannique est très heureuse d'avoir trouvé en Elvis Gratton un ardent défenseur. La reine a même recommandé à la Chambre des lords que l'on change le «God Save the Queen» pour «Bob Save the Queen». La chanson doit être disponible sous peu.

► Le 2 juin 1953, on couronnait à Londres sa majesté Elizabeth II. Quatre jours plus tôt, le parlement canadien, toujours en avance sur tous les pays du monde, lui avait accordé le titre de «reine du Canada».



Le prince Charles, en tenu de polo

Louis Saint-Laurent, premier ministre, était aux anges: «Sa majesté est maintenant reine du Canada parce qu'elle est la reine du Royaume-uni et parce que le peuple canadien est heureux de reconnaître pour sa souveraine la personne qui est souveraine du Royaume-Uni.» Tout à fait logique. Et on eut pu imaginer une autre déclaration qu'il l'eut été tout autant: «sa majesté est maintenant reine du Canada parce qu'elle est reine du Congo et que le peuple canadien est heureux de reconnaître pour sa souveraine la personne qui est la souveraine du Congo». Au fond, peu importe le colonisateur, quand on est colonisé.

Quelques mois plus tôt, le 3 février pour être exact, une loi adoptée par le parlement assurait à Elizabeth II le statut de chef de l'État canadien. La «Loi sur la désignation et les titres royaux» avait été adoptée avec une parfaite spontanéité et une aussi parfaite unanimité, note le correspondant de *La Presse*. Encore une fois, les parlementaires canadiens ne reculaient devant aucune mesure progressiste: c'était la toute première fois qu'ils accordaient à monarque anglais le titre de «reine du Canada».

### Les grandes familles

C'est avec une mauvaise foi évidente que Lord Durham soutenait dans un rapport tristement célèbre que ce peuple n'avait pas d'histoire. Jusqu'à ce rapport, il y avait relativement d'histoire collée à la peau de ce peuple. Des histoires aussi. Par la suite, tout cela s'est enrichi comme ce n'est pas possible.

La grande histoire d'abord, celle qui s'écrit et qui s'enseigne. Celle qu'on dore ou qu'on abhorre, c'est selon. La petite histoire aussi. Pas toujours la plus reluisante, admettons-le, mais souvent fort singulière. Mille péripéties pourraient être amenées à la barre des témoins. Les enfants de Duplessis, tiens.

Où donner de la tête, en effet, devant tout ce qui se raconte ces jours-ci d'une époque, pas si lointaine mais plutôt révolue, où on faisait encore des enfants au pays de Menaud?

Si les sœurs n'avaient pas fait cela... et tatati. Mais si les sœurs n'avaient pas été là... et tatata. Tant il est vrai que c'est ce vieux cynique de Jacques Ferron qui aura encore raison, qui écrivait de la religion catholique au Québec: «Elle a fait trop de bien pour qu'on en dise du mal. Elle a fait trop de mal pour qu'on en dise du bien.»

Dieu merci, ce problème ne se pose plus, même si d'autres problèmes sont apparus depuis. Comme il ne se fait à peu près plus d'enfants, le risque est fort minime qu'on se retrouve dans une ou deux générations avec sur les bras des enfants dits de Bouchard!

Restons dans la même famille... d'idées.

Ce qu'on cause aujourd'hui de clauses de conventions collectives dites orphelins. (Curieux quand même qu'au Québec, on ait aussi des clauses grands-pères. Sans compter ces autres clauses, dites monseigneur, qui protégeaient dans le temps les ouvriers catholiques sur les chantiers de construction.)

Mais revenons aux clauses orphelins, qui sont venues illustrer récemment pourquoi il ne fallait pas compter sur les associations patronales pour mettre fin au travail des enfants dans les mines, pour ramener la semaine de travail sous les soixante heures, pour prendre des mesures assurant la santé et la sécurité au travail comme l'équité dans les salaires.

L'inamovible Ghislain Dufour est parti du Conseil du patronat. Mais on y a conservé ses mânes, qu'on sort chaque fois que nécessaire pour faire peur aux gouvernements. Qui attrapent immanquablement la frousse.

Le CPQ a tonné contre un projet relativement anodin de madame Diane Lemieux qui, avec la timidité qui caractérise ce gouvernement quand il marche un peu à gauche, avait fait mine de sévir un petit peu contre l'expansion de ces clauses dites orphelins qui font des jeunes des citoyens de seconde classe.

Et elle a reculé, la bonne dame. Surtout que le président de la Chambre de commerce de Montréal l'avait accusée d'être une extraterrestre en quelque sorte, en voulant ainsi intervenir dans la libre exploitation.

C'est ainsi que d'une génération à l'autre, on se sent toujours un peu orphelins. Dans ce cas-ci, c'est d'un manque d'État à colonie dont nous sommes privés.



# Daumier, un grand

*C'est un satirique, un moqueur,  
Mais l'énergie avec laquelle  
Il peint le mal et sa séquelle  
Prouve la beauté de son cœur*

Charles Baudelaire, 1865

Que se passera-t-il cet été à Ottawa, lorsque nos vénérables sénateurs et nos honorables parlementaires ne siègeront plus dans la capitale canadienne? Un fantôme du XIX<sup>e</sup> siècle viendra leur chatouiller les oreilles. Du 11 juin au 6 septembre, 300 œuvres du caricaturiste, peintre et sculpteur Honoré Daumier élargissent leur domicile au Musée des Beaux-Arts du Canada. Organisée en collaboration avec la Réunion des musées nationaux français, le musée d'Orsay et la Philips Collection de Washington, cette exposition constitue la première mondiale d'une grande rétrospective de l'artiste français.

Né à Marseille le 26 février 1808, Honoré Daumier s'établit à Paris avec sa famille en 1816 pour suivre un père vitrier qui rêve de devenir écrivain. Les succès littéraires de son père se faisant attendre, Honoré commence à travailler à l'âge de 12 ans comme saute-ruisseau —coursier— chez un huissier. Il sera par la suite apprenti dans une librairie du Palais-Royal puis entrera dans un des ateliers de lithographie qui s'ouvrent alors à Paris. Ses premières caricatures paraissent en 1829 dans le journal illustré La Silhouette.



«La Paix», lithographie de Daumier tirée du Charivari, le célèbre journal satirique (6 mars 1871)

Les événements de 1830, qui instaurent la monarchie de Juillet et assoient au pouvoir Louis-Philippe 1<sup>er</sup>, nouveau roi des Français, cristallisent l'opposition. À peine âgé de 22 ans, Daumier, républicain convaincu, réalise alors 36 petits bustes qui sont autant de charges contre les parlementaires et les ministres en place. Cette série constitue le cœur de son œuvre sculpturale. La même année, Charles Philipon fonde La Caricature, journal républicain de quatre pages dont le premier numéro paraît le 4 novembre 1830 et auquel participe bien sûr Daumier, mais aussi Balzac notamment, sous différents pseudonymes.

En 1831, après la parution d'une caricature de Louis-Philippe en Gargantua, Daumier et Philipon subissent ce que certains considèrent comme le plus célèbre procès jamais intenté par l'État français contre un artiste. Ils sont condamnés à six mois de prison. Dès leur sortie, en 1832, Philipon fonde Le Charivari, journal littéraire, satyrique et illustré auquel participe Daumier jusqu'en 1858. Inspiré de ses sculptures de 1830, Daumier publie en 1833 sous forme de lithographies sa célèbre série de caricatures de parlementaires.

En 1835, des lois contre la presse instaurent une censure sévère et forcent l'arrêt de parution de plus de 40 journaux dits radicaux, dont La Caricature. Son dernier numéro hebdomadaire paraît le 27 août. Dès lors, Daumier quitte la caricature politique pour passer à la caricature sociale, établissant, au cours d'une œuvre magistrale, un portrait lucide et détaillé des mœurs de ses contemporains. Il reviendra à la caricature politique en 1848, après la chute de Louis-Philippe.

Quand, en 1858, Daumier tente de quitter la caricature pour se consacrer tout entier à la peinture, c'est la faillite. Il revient malgré lui au journalisme, mais ne parvient plus à assurer sa subsistance. Il doit donc quitter Paris et s'établir à Valmondois, où là non plus il ne parvient pas à se payer un toit. Le peintre Corot lui fait alors don d'une maison:

Mon vieux camarade, j'avais à Valmondois, près de l'Isle-Adam, une maisonnette dont je ne sais que faire. Il m'est venu à l'idée de te l'offrir, et comme j'ai trouvé l'idée bonne, je suis allé la faire enregistrer chez un notaire. Ce n'est pas pour toi que je fais ça. C'est pour embêter ton propriétaire. À toi!

Devenu aveugle en 1877, Daumier s'éteint en 1879. Celui qui a été encensé par Baudelaire et Balzac, considéré par Monet comme son «maître vénéré», étudié et copié par Picasso et Van Gogh, et qui a inspiré Manet, Renoir et Cézanne, n'a pourtant été reconnu que plus tard comme un véritable artiste.

NADINE VINCENT

Daumier  
Musée des Beaux-arts d'Ottawa  
Du 11 juin au 6 septembre

## Mauvaise blague

Le fabricant de crème glacée Good Humor-Breyers fermera son usine de Montréal le 30 juin. Les 75 employés ne la trouvent pas drôle.

Visitez notre site web

www.lecouac.net

## Niaiserie interactive

Loto-Québec lancera bientôt un nouveau type de billets de loterie sur cédérom (La Presse, 21-5). On vous passe les détails. Il suffit de savoir que le joueur déclenchera un jeu d'animation avec un code obtenu en grattant un billet conventionnel, et que la société d'État garantit que l'issue du jeu sera le fruit du hasard et non de l'habileté. But avoué: rajourner la clientèle des billets de loterie, qui oscille actuellement entre 35-54 ans. «Nous préparons l'avenir», a expliqué le directeur des communications de Loto-Québec. Celui des moins de 35 ans, évidemment...

## Livre

## Harlequinades douteuses

Longtemps méprisées par les spécialistes et les connaisseurs, «les productions écrites de grande consommation» (les romans à l'eau de rose, les romans sériels, la littérature-feuilleton, les best-sellers désignés tels avant même de se vendre, etc.) ont fait leur entrée à l'université comme objets d'étude (assez récemment et souvent dans la controverse) et sont désormais soumis à l'analyse sérieuse par certains chercheurs qui en ont fait leur spécialité.

Femmes de rêves au travail, signé par un collectif à cinq têtes, constitue une démonstration intéressante du type de discours analytique pratiqué dans cette nouvelle branche des études littéraires qui puise aux acquis récents, et surtout américains, des études dites génériques et culturelles.

Ainsi, refusant la thèse selon laquelle la littérature destinée à la grande consommation se caractériserait par sa futilité de même que par son discours réactionnaire et aliénant, les auteurs de cette étude vont jusqu'à écrire: «Il s'agit de faire voir que ces productions jouent un rôle indéniable dans le changement social le plus large.»

Cette fois-ci, le thème choisi est celui de la représentation des femmes mise de l'avant dans cet univers de 1945 à aujourd'hui. En analysant le rapport que les héroïnes y entretiennent avec la sphère du travail (excellent choix puisque là se trouve le nœud de la tension espace domestique/public dans laquelle se détermine le statut social de la femme au XX<sup>e</sup> siècle), les auteurs se donnent pour mission de montrer que ce genre de littérature, loin de mériter l'opprobre, constitue plutôt un puissant révélateur de l'évolution sociale du monde réel en plus de véhiculer les attentes de ses destinataires.

Femmes de rêves au travail, à partir de cet angle, analysera donc un corpus qui va des romans de Delly aux Filles de Caleb, en passant par les fictions publiées dans des magazines féminins (Revue moderne, Châtelaine, La vie en rose, etc.) ainsi que par la collection Harlequin, la production de Barbara Cartland (400 romans!) et quelques autres auteures plus «littéraires» mais néanmoins populaires (c'est-à-dire qui se sont déjà bien vendues comme Anne Hébert et Jeanne Bourin entre autres).

Divisée en trois grandes sections (1945-1960, 1960-1977, 1978-1995), cette étude franchement originale, j'en conviens, se veut claire et systématique. On présente d'abord, pour chacune des époques, un état des lieux socio-économiques du statut de la femme québécoise, pour ensuite procéder à l'analyse de la littérature de grande consommation qui a marqué la période concernée.

Fins analystes, les membres du collectif nous font découvrir un monde fictif en constante évolution, tiraillé entre traditionalisme et progressisme et qui, en effet, s'attache à se faire le miroir d'un certain monde réel. Ainsi, de 1945 à 1995, on y passe de la femme qui voit son accomplissement dans le mariage à celle, une prise de conscience plus tard, qui entend bien se réaliser par et pour elle-même par le détour maintenant valorisé du travail.

Cela dit, la complaisance des auteurs envers leur objet d'étude les amène à tirer des conclusions douteuses et à taire, sinon à récuser, celles qui risqueraient d'assombrir leur engouement. Il en va ainsi, par exemple, de la prétention selon laquelle cette production jouerait un rôle dans le changement social. En fait, plutôt qu'à l'avant-garde de l'évolution, c'est à la traîne de celle-ci que se situe cet imaginaire dont les adaptations répondent à un impératif commercial.

Aussi, quand ils écrivent, au sujet de la collection Harlequin, que «le laminage idéologique opéré par la littérature de grande consommation se révèle un mythe dans ce cas comme en d'autres», les membres du collectif le font au prix d'une contradiction grossière, eux qui affirmaient quelques pages plus tôt: «Ces deux séries de contraintes donnent lieu à des impossibilités romanesques qui déréalisent la collection, surtout lorsqu'on en fait la lecture suivie d'une année entière de production.» Leurs contorsions visant à justifier un tel état de fait par le malaise social correspondant ne convainquent pas. Qui ne lirait que la collection Harlequin pour tâter le pouls du social en aurait une vision bien tronquée et, oui, aliénante.

Comprendre les raisons qui motivent des milliers de personnes (essentiellement des femmes) à lire assidûment de telles productions m'apparaît tout à fait légitime, voire nécessaire. En revanche, une telle entreprise ne devrait en aucun cas, me semble-t-il, mener à faire silence sur la pauvreté littéraire et idéologique de la majeure partie de ce corpus qui, J.M. Bernstein a raison, entraîne «une libération de l'obligation de penser et de critiquer».

LOUIS CORNELLIER

louis.cornellier@collanauud.qc.ca

Denis Saint-Jacques, Julia Bettinotti, Marie-Josée Des Rivières, Paul Bleton et Chantal Savoie, Femmes de rêves au travail. Les femmes et le travail dans les productions écrites de grande consommation, au Québec, de 1945 à aujourd'hui, Éd. Nota bene, Québec 1998, 192 pages

LE QUÉBÉCOIS MOYEN: VIEILLISSANT, MALADE, PAUVRE MAIS OPTIMISTE,



## Démocrate Chrétien

Le Premier Ministre se confie à un journal allemand

Jean Chrétien a accordé en janvier une longue entrevue au journaliste allemand Leo Wielandau du journal Frankfurter Allgemeine Zeitung (26-01). Un ami du Couac vient de nous en faire parvenir une copie. Éclairant. On savait que Chrétien n'a jamais eu l'habitude de s'inquiéter outre mesure des entraves à la démocratie. Il aime bien par exemple étrangler lui-même les manifestants lorsqu'il le peut, quitte à faire la première page de tous les journaux du pays. Lorsqu'il est trop occupé à recevoir des dictateurs comme Suharto d'Indonésie, il demande à la GRC de faire le boulot à sa place. Ainsi, lors du sommet de l'APEC à Vancouver, des policiers ont arraché des mains des manifestants des pancartes sur lesquelles on pouvait lire «Liberté d'expression», ou même «Démocratie». C'est pour dire...

Dans l'entrevue publiée en Allemagne, Chrétien prend la peine de préciser sa pensée au sujet du bon fonctionnement d'un système démocratique. Ainsi, questionné sur l'affaire Lewinsky, Chrétien en profite pour discuter des différences entre le système politique américain et canadien. Chrétien se dit attristé que Clinton ait tant de problème face au Congrès. «Mais c'est la politique à l'américaine, de préciser notre Premier ministre. Ils ont toujours des problèmes de ce genre à cause de la division des pouvoirs. Ce qu'il y a de bien dans notre système au Canada, c'est que, lorsqu'on a une majorité, il suffit de tenir les membres de son propre parti.» Et au sujet de son expérience avec Fidel Castro, Chrétien lance: «Elle est bonne». Et d'ajouter, candide: «C'est un dictateur de gauche.» Nous sommes heureux d'apprendre que Chrétien n'aime pas seulement les dictateurs de droite comme Suharto d'Indonésie. Pour un peu, on se serait inquiétés. Chrétien ne s'arrête pas là. Il explique qu'à Cuba, «quand il y a des élections, il n'y a pas grande opposition. J'aimerais bien être moi-même dans cette position.» On est heureux de savoir que l'idéal démocratique est inconnu de Chrétien. Qui a dit que la démocratie, c'est le pouvoir du peuple?

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

DANS LE CADRE DE SON 60<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE, L'OFFICE NATIONAL DU FILM DU CANADA REND HOMMAGE À UN DE SES CINÉASTES PHARES EN PROCÉDANT À L'ÉDITION VIDÉOGRAPHIQUE DE L'ŒUVRE DE

PIERRE

PERRAULT

un ensemble de cinq coffrets qui paraîtront au cours de 1999 dans la Collection Mémoire du Programme français de l'Office national du film du Canada

La Trilogie de l'Île-aux-Coudres premier coffret réunissant quatre vidéocassettes

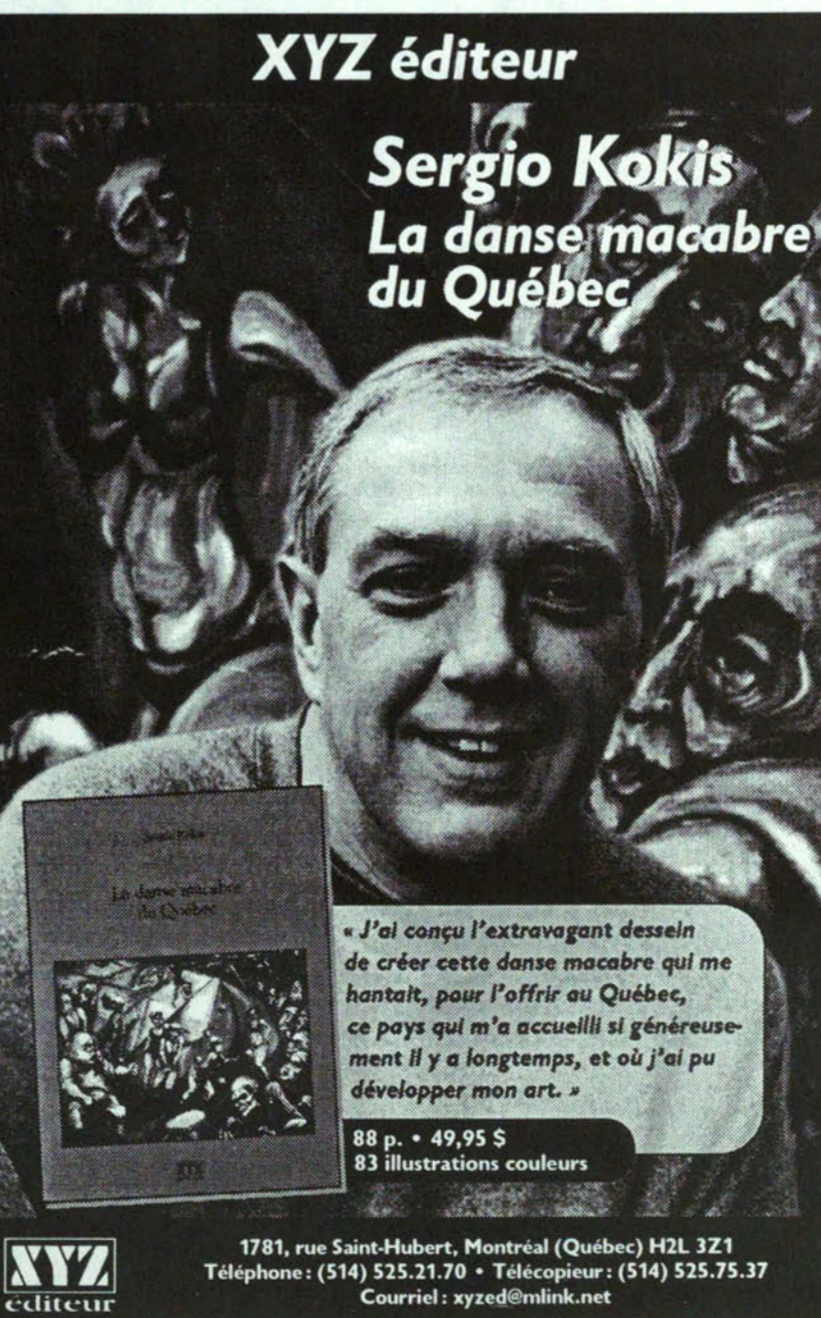
Profitez de l'offre spéciale de lancement du premier coffret de L'ŒUVRE DE PIERRE PERRAULT AU PRIX DE 59,95 \$ (prix régulier 69,95 \$) et obtenez un coupon-rabais applicable à l'achat du prochain coffret, Le Fleuve. Offre valable jusqu'au 15 juin 1999.

La collection MEMOIRE



XYZ éditeur

Sergio Kokis  
La danse macabre  
du Québec



«J'ai conçu l'extravagant dessin de créer cette danse macabre qui me hantait, pour l'offrir au Québec, ce pays qui m'a accueilli si généreusement il y a longtemps, et où j'ai pu développer mon art.»

88 p. • 49,95 \$  
83 illustrations couleurs



1781, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) H2L 3Z1  
Téléphone: (514) 525.21.70 • Télécopieur: (514) 525.75.37  
Courriel: xyzed@mlink.net



## Décès

Roger Brien, poète à l'Académie des lettres moulées du Québec, vient de mourir à l'âge de 88 ans. L'actuel président de l'Académie observe dans *Le Devoir* (21-5) que «Roger Brien a réussi son pari d'écrire un plus grand nombre de vers que Victor Hugo». Plus prosaïque, l'écrivain Jacques Ferron résumait cet homme en disant que son génie consistait à péter des alexandrins.

P.C.

## Incitation au patronage

André Bourque, frère du géranium et directeur général d'Équipe Bourque/Vision Montréal, voudrait que les entreprises puissent contribuer à la caisse des partis municipaux (*Le Devoir*, 21-5). Rappelons que le Québec a interdit cette pratique antidémocratique aux élections provinciales il y a belle lurette – elle a toujours libre cours aux élections fédérales. Bref, André Bourque voudrait nous faire revenir en arrière. C'est ça, Montréal la ville de l'an 2000?

## Ouf! Une Canadienne dans l'espace, une de moins sur terre! L'astronulle Julie paillettes

On est si fier de notre Julie Payette. Lorsqu'elle s'envole dans l'espace, on sait tous qu'avec elle, il y a un peu de nous qui va visiter le vide sidéral. Du coup, battage patriotique tapageur, levée de drapeaux, cahiers spéciaux dans les journaux et *right stuff* à la télévision. Mais au fait, la conquête spatiale, qu'osse ça donner? «RIEN», clament les cyniques. Et pourtant, ils ont tort. Robert Bell signait un article dans *Le Monde diplomatique* de février qui analysait finement le projet de base.

Première constatation du journaliste du *Monde diplo*: le programme spatial coûte cher, très cher. Conséquemment, il rapporte également beaucoup à ceux qui touchent les contrats, c'est-à-dire les compagnies de l'industrie aéronautique. À une époque de déréglementation économique et de libre marché, l'aventure spatiale s'avère une très bonne excuse qui permet aux Américains de «verser des subventions déguisées aux concurrents de l'industrie aérospatiale européenne, en particulier Boeing», selon Robert Bell.

Mais de combien de dollars parlez-vous au juste? On ne sait trop, puisque les coûts estimés changent régulièrement. Alors que près de 12 milliards de dollars américains avaient déjà été dépensés sans qu'un seul boulon n'ait encore été posé dans l'espace, le General Accounting Office américain annonçait en juin 1995: «Nous évaluons les besoins de financement américains pour la conception, le lancement, l'assemblage et le fonctionnement sur dix ans de la station spatiale internationale à

environ 94 milliards de dollars: plus de 48 milliards pour réaliser son assemblage d'ici à juin 2002, et près de 46 milliards pour assurer son fonctionnement et conduire des recherches pendant une décennie.» Les partenaires étrangers vont quant à eux ajouter 12,5 milliards de dollars à ce beau magot. On parle donc de plus de 200 milliards de dollars si les chiffres ne sont pas révisés à la hausse lorsque les travaux débiteront sérieusement.

Deux cents milliards de beaux dollars, c'est chouette. Le problème, c'est que les scientifiques semblent pour le moins sceptiques quant à l'utilité d'une telle débauche financière. Évidemment, Daniel Goldin de la NASA semblait plutôt enthousiaste lorsqu'il déclarait en 1997: «Nous attendons avec impatience les découvertes et les inventions, dont nous n'avons pas encore idée, que cette station orbitale rendra possibles.» Les scientifiques ont pourtant bel et bien une petite idée des découvertes que la station orbitale rendra possibles puisque le Skylab – laboratoire spatial américain – a été habité pendant 171 jours entre 1973 et 1974. L'Union soviétique avait pour sa part mis en orbite par moins de sept stations, dont Mir, en fonction avec intermission depuis 1971. Cette expérience a permis à Claude Allègre, ministre français chargé de la recherche et de la technologie, d'affirmer voilà quelques mois: «L'exploration de l'espace par l'homme n'a rien produit. Nous n'avons pas fait une seule grande découverte. De petites choses, mais rien de vraiment spectaculaire.» Et Allègre d'ajouter: «Je ne connais pas un seul scientifique en Europe,

pas un seul, qui soutienne la station spatiale. Aucun physicien, astronome, géophysicien, chimiste ou mathématicien...» En 1995, Jan-Baldem Mennicken déclarait alors qu'il était à la tête de l'agence spatiale allemande, la DARA, en 1995: «La station spatiale ne répond pas à une demande de la communauté scientifique.» Et le directeur de l'information de l'American Physical Society, Robert Park, précisait que «des années de recherche sur la navette et sur Mir n'ont apporté absolument aucune preuve qu'un environnement de microgravité offre un quelconque intérêt pour le traitement ou la fabrication de matériaux». André Lebeau, président du Centre national d'études spatiales, résumait bien la situation: «La science, ici, sert d'alibi».

La conquête spatiale sert donc bel et bien à quelque chose. Julie Payette ne s'envole pas pour rien aux frais des contribuables. Oh! que non! L'industrie de la guerre en profite grassement sous forme de subventions déguisées. Les contribuables se sentent gonflés d'une belle fierté par procuration. Et demain ? on en parle déjà – il y aura des hôtels dans l'espace et des croisières touristiques, à plus de 100 000 dollars américains le billet pour quelques jours en orbite. L'armée, l'industrie, les riches, les astronautes... Quand ces gens-là vont finalement rencontrer les extra-terrestres, ces derniers vont avoir une drôle d'image de notre espèce humaine... Que vont-ils conclure lorsqu'ils découvriront sur terre ceux qui quêtent aux coins des rues?

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

## Le carnet du cinéphile las



### Rocco et ses sœurs

«Ce matin, j'ai rêvé longtemps et avec application d'un film pornographique – mais vraiment pornographique – réalisé par Robert Bresson.»

Olivier Smolders, *Éloge de la pornographie*

Un film, *Romance*, a secoué les Français récemment. La cause de cet émoi: la bite d'un des acteurs, Rocco Siffredi.

Rocco Siffredi a une impressionnante carrière derrière lui: 104 films porno depuis 1987 selon l'Internet Movie Database, soit huit ou neuf par année, presque un par mois. Il doit sa réputation comme star du porno à ses éblouissantes érections qu'il sait conserver sans défaillir jusqu'au «coupez» du réalisateur. Célèbre dans le monde entier pour qui s'intéresse au genre (presque aussi vieux que le cinéma lui-même, soit dit en passant), il exporte aujourd'hui sa bite d'italien dans plusieurs productions américaines. Un pro, quoi; une sorte de Céline Dion avec des couilles.

Mais pourquoi cet emportement pour quelques centimètres de bite? C'est que *Romance* n'est pas un film porno, mais un film d'auteur réalisateur par une femme, Catherine Breillat, et financé en partie par la chaîne La Sept-Arte. Pour une fois, plutôt que les lolos des habituelles nénettes anorexiques, on y voit, entre autres divertissements, un gars pas trop laid avec une grosse bite bandée qui baise. Tiens, du nouveau.

Les pour (notamment *Libération*, *Le Monde*, les *Cahiers du cinéma* et Michel Boujut de *Charlie Hebdo*) voient *Romance* comme une sorte de description métaphysique du mystère féminin; les contre attaquent sur deux plans: pour certains (tendance *Figaro*), c'est un film de cul, pour d'autres, le discours de Breillat est machiste et catho (comme l'écrit Antonio Fischetti, également de *Charlie*). Mais qu'on l'adore ou qu'on la conspu, il reste que la bite turgescente de Siffredi fait couler beaucoup d'encre et que ça nous amuse. Après tout, ce n'est qu'une bite, sauf qu'elle est un peu plus majestueuse que les autres.

On peut présumer que Catherine Breillat, d'une part, avait besoin d'un acteur qui soit moins repoussant que Gérard Depardieu, et que, d'autre part, elle désirait un casting qui frappe le spectateur. On a hâte de voir ce qu'elle a concocté-là. L'idée qu'une réalisatrice «exploite» des corps masculins, dont celui d'une star reconnue pour son habileté à varloper les gonzesses à la queue leu leu, a un côté peu sympathique. (Ceux qui veulent en savoir un peu plus sur l'homme et sa bite peuvent visiter le [www.siffredi.com](http://www.siffredi.com). Ils y verront de jeunes gens s'adonnant à des activités franchement plus divertissantes que les réunions du comité de rédaction de *Cité libre*.)

Signe des temps? Alors que l'Hexagone se déchire à cause d'une bite, une autre affaire mêlant cul et art vient d'éclater à Ottawa. Cause de la controverse: *Bubbles Galore*, un petit film féministe réalisé avec très peu de moyens par Cynthia Roberts et interprété par quelques stars féminines du porno dont Nina Hartley. Que le film soit bon ou mauvais a peu d'importance; ce qui est drôle, c'est la niaiserie des politiciens d'Ottawa soudainement embarrassés par ce long métrage réalisé en 1996 avec de l'argent de Téléfilm et du Conseil des arts. *Bubbles Galore*, qui porte «sur le droit des femmes de contrôler leur image», se déroule dans l'industrie du cinéma porno. Il compte à son générique quelques vedettes spécialisées dans le genre et montre des lesbiennes qui se font du bien entre elles. C'est tout. Il n'y a pas de quoi branler un chat.

Le 11 mai était un jour faste à la Chambre des communes. Imaginez d'abord un député réformiste (Chuck Strahl) se levant pour aboyer ceci: «M. le Président, je vois que notre protectrice de la culture, la ministre du Patrimoine canadien, a non seulement dépensé 98 000\$ pour financer un recueil de blagues sur les blondes idiotes, mais a maintenant débloqué 55 000\$ de plus pour le film *Bubbles Galore*, une œuvre d'imagination féministe à caractère sexuel [...] Au nom des Canadiens, nous voudrions demander pourquoi la ministre du Patrimoine canadien juge qu'il est de l'intérêt des Canadiens de consacrer de l'argent à ce genre de film sans valeur?»

C'est toujours assez comique de voir un réformiste monter sur ses grands chevaux pour défendre la morale. Mais la réponse de Sheila Copps ne manque pas de piquant elle non plus. «M. le Président, tout d'abord, je dois dire à la Chambre que je n'ai pas vu le film en question et je suppose que c'est le cas de la plupart des députés. C'est certes l'un des cas très graves où j'aimerais bien réduire l'indépendance du Conseil des arts du Canada et d'autres organismes à l'égard du gouvernement. Lorsque les membres du conseil nommés par le gouvernement Mulroney ont approuvé cette subvention il y a six ans environ [...], je pense qu'ils se prévalaient de la politique d'indépendance que nous ne voudrions pas, j'en suis persuadée, remettre en question à cause d'une mauvaise décision.» Et selon certains articles du *National Post*, Sheila Copps serait prête à restreindre l'indépendance du Conseil des arts dont les membres auraient manifestement été «pévertis» par les conservateurs. Ciel! Jean Charest serait-il une sorte d'émule de Rocco Siffredi? Michou pourrait-elle nous éclairer à ce sujet?

Le 1<sup>er</sup> juillet sortira au Québec un film produit en partie avec l'argent du fédéral, réalisé par un séparatiste bien connu, Pierre Falardeau, et mettant notamment en vedette une danseuse nue ayant joué dans quelques films porno québécois. Grace Harlow. Regardons-les aller à la Chambre des communes: on va rire.

MARCO DE BLOIS  
[marco@lecouac.net](mailto:marco@lecouac.net)

## Responsables recherchés

Venez discuter de la responsabilité des intellectuels avec nos invités à l'occasion du lancement d'un nouveau livre de Noam Chomsky, *Responsabilité des intellectuels*, publié chez Agone. Invités: Normand Baillargeon, Thierry Discepolo, Francis Dupuis-Déri et... vous.

Lundi le 28 juin au Sergent recruteur, 4650 boul. Saint-Laurent à Montréal.

## APRÈS "LE DÎNER DE CONS"

# LE FILM DE CONS



Les Français nous envoient leurs conneries. Astérix et Obélix arrivent sur nos écrans. Ça donne envie d'aller faire un tour dans le Grand Nord, en attendant que ça passe. Ou en France, maintenant qu'ils sont passés à autre chose. Dessin de l'ami Luz, paru dans le *Charlie Hebdo* N° 342.